

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1314**10 décembre 2003****SOMMAIRE**

Aztec (Luxembourg), S.e.c.s., Luxembourg	63043	MC Marshal & Co S.A., Perlé	63066
Carrelages Guy Rollinger, S.à r.l., Wickrange	63025	McKechne Investments, S.à r.l., Luxembourg . . .	63068
ChoppaChoppa, A.s.b.l., Gonderange	63049	Mère Nature, S.à r.l., Luxembourg	63063
Citigroup International Luxembourg Limited, S.à r.l., Luxembourg	63044	Merlo S.A., Luxembourg	63064
DE Investment Group, S.à r.l., Luxembourg	63056	Millenum Publications S.A., Luxembourg	63072
Des Alpes Construction S.A., Luxembourg	63069	Millenum Publications S.A., Luxembourg	63072
Fanfare St. Cécile Everlange, A.s.b.l., Everlange . .	63064	News Arts Nouveaux, S.à r.l., Esch-sur-Alzette . .	63036
Ferronnerie Gérard, S.à r.l., Luxembourg	63070	Novorossiysk Commercial Sea Port (Luxembourg) S.A., Luxembourg	63028
Flatinvest S.A., Luxembourg	63060	Nucleo Sport Lisboa e Benfica de Luxembourg, A.s.b.l., Luxembourg	63054
Grandécran, A.s.b.l., Luxembourg	63067	Orville & Wilbur S.A., Luxembourg	63026
Hunter Group Holdings S.A.H., Luxembourg	63072	Orville & Wilbur S.A., Luxembourg	63028
Hunter Group Holdings S.A.H., Luxembourg	63072	ProLogis Russia Holdings, S.à r.l., Luxembourg . .	63037
I.18 Kleck Lorentzweiler, S.à r.l., Wickrange	63070	ProLogis Russia Holdings, S.à r.l., Luxembourg . .	63043
Inmediaone, GmbH, Luxembourg	63036	Quarry S.A.H., Luxembourg	63071
Institut Hermes S.A.H., Luxembourg	63052	Quarry S.A.H., Luxembourg	63071
Institut Hermes S.A.H., Luxembourg	63052	Quarry S.A.H., Luxembourg	63071
IT Technology, Sicav, Luxembourg	63037	Quarry S.A.H., Luxembourg	63071
Itel S.A., Luxembourg	63053	Right Holdings (Luxembourg), S.à r.l., Luxem- bourg	63053
Kitwe S.A., Luxembourg	63069	Rollinger Bertrange, S.à r.l., Wickrange	63070
Luxemburg Consulting Group A.G., Luxembourg . .	63063	Rollinger Wickrange, S.à r.l., Wickrange	63064
Luxemburg Consulting Group A.G., Luxembourg . .	63063	Soffrigo Holding S.A., Luxembourg	63053
MC Marshal & Co S.A., Perlé	63066	Somberg S.A., Luxembourg	63071
MC Marshal & Co S.A., Perlé	63066	Wellport Corporation, S.à r.l., Luxembourg	63030
MC Marshal & Co S.A., Perlé	63066		

**CARRELAGES GUY ROLLINGER, Société à responsabilité limitée,
(anc. FREE TIME GLOBAL).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 46.279.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04616, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CARRELAGES GUY ROLLINGER, S.à r.l.

Signature

(076228.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

**ORVILLE & WILBUR S.A., Société Anonyme,
(anc. TRIAL S.A.).**

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.
R. C. Luxembourg B 75.454.

L'an deux mille trois, le seize octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TRIAL S.A., ayant son siège social à L-3378 Livange, Zone Industrielle, Centre d'Affaires «Le 2000», R.C.S. Luxembourg section B numéro 75.454, constituée suivant acte reçu par Maître Norbert Muller, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 10 avril 2000, publié au Mémorial C numéro 578 du 12 août 2000.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Nora Brahimi, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Carole Charpy, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Brigitte Siret, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui ensemble avec les procurations.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Nouvelle répartition des actions de la société
- 2.- Transfert du siège social de Livange à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.
- 3.- Modification afférente de l'article 2, alinéa 1^{er}, des statuts.
- 4.- Suppression de la valeur nominale des actions.
- 5.- Conversion du capital social de LUF en EUR.
- 6.- Augmentation du capital social d'un montant adéquat en euros en vue de porter le capital souscrit ainsi obtenu par conversion à 31.000,- EUR, sans création d'actions nouvelles.
- 7.- Libération intégrale de l'augmentation de capital.
- 8.- Remplacement des 1.000 actions sans expression de valeur nominale par 1.000 actions avec une valeur nominale de 31,- EUR chacune.
- 9.- Modification afférente du 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts.
- 10.- Changement de la dénomination sociale en ORVILLE & WILBUR S.A.
- 11.- Modification afférente de l'article 1^{er} des statuts.
- 12.- Changement de l'objet social afin de donner à l'article 4 des statuts la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet l'importation et l'exportation, toutes activités de commerce, la vente ou la représentation de tous produits ou marchandises, plus précisément dans le domaine du négoce de tous articles de bijouterie, d'horlogerie et de joaillerie.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

- 13.- Nominations statutaires.
- 14.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate qu'à la suite d'une cession d'actions sous seing privé du 3 septembre 2003, la répartition des mille (1.000) actions de la société est la suivante:

1.- La société anonyme FINANCES & TECHNOLOGIES HOLDING S.A., ayant son siège social à L-3378 Livange, Z.I. Centre d'Affaires «Le 2000», cinq cents actions	500
2.- La société anonyme ATLANTICA HOLDING, ayant son siège social à L-3378 Livange, Z.I. Centre d'Affaires «Le 2000», cinq cents actions	500
Total: mille actions	1.000

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social statutaire de la société de Livange à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 2. (1^{er} alinéa)

Le siège social est établi à Luxembourg.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des mille (1.000) actions représentant le capital social de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF).

Quatrième résolution

L'assemblée décide de convertir la devise d'expression du capital social de la société, actuellement fixé à un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF), pour l'exprimer dorénavant en euros, au cours de 40,3399 LUF=1,- EUR, en trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf euros (30.986,69 EUR).

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de treize virgule trente et un euros (13,31 EUR), pour le porter de son montant actuel de trente mille neuf cent quatre-vingt-six virgule soixante-neuf euros (30.986,69 EUR) à trente et un mille euros (31.000,- EUR), sans création d'actions nouvelles.

Sixième résolution

L'assemblée constate que la libation intégrale de l'augmentation de capital ci-avant réalisée a été faite par les actionnaires au prorata de leur participation actuelle dans la société, moyennant versement en numéraire à un compte bancaire au nom de la société, de sorte que la somme de treize virgule trente et un euros (13,31 EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de cette dernière.

Septième résolution

L'assemblée décide de remplacer les mille (1.000) actions existantes sans expression de valeur nominale par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune, et de les attribuer aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital social.

Huitième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 5. (1^{er} alinéa)

Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de trente et un euros (31,- EUR) chacune.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide de changer la domination sociale en ORVILLE & WILBUR S.A. et de modifier en conséquence l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de ORVILLE & WILBUR S.A.»*Dixième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social afin de donner à l'article quatre des statuts la teneur suivante:

«Art. 4. La société a pour objet l'importation et l'exportation, toutes activités de commerce, la vente ou la représentation de tous produits ou marchandises, plus précisément dans le domaine du négoce de tous articles de bijouterie, d'horlogerie et de joaillerie.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

Onzième résolution

L'assemblée décide de révoquer tous les administrateurs de la société et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Douzième résolution

L'assemblée décidé de nommer en remplacement des administrateurs révoqués:

1.- Monsieur Bruno Sdrigotti, gérant de société, né à Besançon (France), le 8 décembre 1957, demeurant à F-75008 Paris, 30, rue de Berri (France);

2.- La société anonyme FINANCES & TECHNOLOGIES HOLDING S.A., ayant son siège social à L-3378 Livange, Z.I. Centre d'Affaires «Le 2000», R.C.S. Luxembourg section B numéro 88.188;

3.- La société anonyme ATLANTICA HOLDING, avec siège social à L3378 Livange, Z.I. Centre d'Affaires «Le 2000», R.C.S. Luxembourg section B numéro 84.507;

comme nouveaux administrateurs de la société.

Leur mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2009.

Treizième résolution

L'assemblée donne pouvoir au conseil d'administration de déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Monsieur Bruno Sdrigotti, préqualifié.

Quatorzième résolution

L'assemblée décide de révoquer Monsieur François David de son poste de commissaire aux comptes de la société.

Quinzième résolution

L'assemblée décide de nommer en remplacement du commissaire aux comptes révoqué:

Monsieur Pascal Bonnet, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 4 juillet 1964, demeurant professionnellement à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de l'an 2009.

Réunion du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration présents, délibérant valablement, nomment Monsieur Bruno Sdrigotti, préqualifié, aux fonctions d'administrateur-délégué, avec pouvoir d'engager la société par sa signature individuelle.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. Brahimi, C. Charpy, B. Siret, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 octobre 2003, vol. 524, fol. 91, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 10 novembre 2003.

J. Seckler.

(073889.3/231/150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

ORVILLE & WILBUR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.

R. C. Luxembourg B 75.454.

Statuts coordonnés délivrés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 6 novembre 2003.

Pour la société

J. Seckler

Le notaire

(073890.3/231/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

**NOVOROSSIYSK COMMERCIAL SEA PORT (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme,
(anc. JETMALUX S.A.).**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 77.255.

L'an deux mille trois, le vingt-trois octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme JETMALUX S.A., ayant son siège social à L-1724, Luxembourg, 9B, boulevard, du Prince Henri, R.C.S. Luxembourg section B numéro 77.255, a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 juillet 2000, publié au Mémorial C numéro 23 du 13 janvier 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Philippe Vanderhoven, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Roberto Seddio, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Yves Stasser, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées, ont été portées sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Modification de la dénomination sociale qui deviendra NOVOROSSISK COMMERCIAL SEA PORT (LUXEMBOURG) S.A. et modification afférente de l'article 1^{er} des statuts.

2.- Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat ou de toute autre manière, aussi bien que le transfert par vente, échange ou autrement de titres de toutes sortes, l'emprunt, l'avance de fonds sur prêts ainsi que la gestion et le développement de ses participations.

La société pourra participer à la création et au développement de toute société ou entreprise et pourra leur accorder toute assistance.

D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La société pourra également acquérir des actifs immobiliers et mobiliers, notamment des aéronefs, de quelque sorte que ce soit. Elle aura également pour objet l'acquisition, l'exploitation, par voie de location coque nue ou autrement d'aéronefs.»

3.- Nominations statutaires.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale en NOVOROSSISK COMMERCIAL SEA PORT (LUXEMBOURG) S.A. et de modifier en conséquence l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme luxembourgeoise sous la domination de NOVOROSSISK COMMERCIAL SEA PORT (LUXEMBOURG) S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat ou de toute autre manière, aussi bien que le transfert par vente, échange ou autrement de titres de toutes sortes, l'emprunt, l'avance de fonds sur prêts ainsi que la gestion et le développement de ses participations.

La société pourra participer à la création et au développement de toute société ou entreprise et pourra leur accorder toute assistance.

D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La société pourra également acquérir des actifs immobiliers et mobiliers, notamment des aéronefs, de quelque sorte que ce soit. Elle aura également pour objet l'acquisition, l'exploitation, par voie de location coque nue ou autrement d'aéronefs.»

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission du conseil d'administration en fonction.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de nommer en remplacement des administrateurs démissionnaires:

1.- Monsieur Alain Heinz, employé privé, né à Forbach (France), le 17 mai 1968, demeurant professionnellement à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri;

2.- Monsieur Christophe Davezac, employé privé, né à Cahors (France), le 14 février 1964, demeurant professionnellement à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri;

3.- Monsieur Joseph Mayor, administrateur de sociétés, né à Durban (Afrique du Sud), le 24 mai 1962, demeurant professionnellement à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri;
comme nouveaux administrateurs de la société.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2009.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission du commissaire aux comptes de la société.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire:

La société à responsabilité limitée WOOD, APPLETON, OLIVER, EXPERTS-COMPTABLES, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri, R.C.S. Luxembourg section B numéro 74.623, comme nouveau commissaire aux comptes de la société.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2009.

Septième résolution

L'assemblée donne pouvoir au conseil d'administration de déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à un de ses membres.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à six cent cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: P. Vanderouven, R. Seddio, J.-Y. Stasser, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 3 octobre 2003, vol. 524, fol. 97, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 10 novembre 2003.

J. Seckler.

(073896.3/231/104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2003.

WELLPORT CORPORATION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

R. C. Luxembourg B 96.766.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the first of October.

Before Us, Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, Europe.

There appeared:

The particular fund WELLPORT PRIVATE FOUNDATION, having its registered office in Curaçao, 22-24, Castorweg (Netherlands Antilles), registered in the Commercial Register of Curaçao (Netherlands Antilles) under the number 4.712,

here represented by Mr Paul Marx, docteur en droit, residing professionally at L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie,

by virtue of a proxy given under private seal.

That proxy initialled ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed, to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearer declares and requested the notary to act:

That the company WELLPORT CORPORATION N.V., having its registered office in Curaçao, 22-24, Castorweg (Netherlands Antilles), is registered in the Commercial Register of Curaçao (Netherlands Antilles) under the number 60266.

The appearer declares that he is the sole partner with the entire issued shares of the company WELLPORT CORPORATION N.V. and requires the undersigned notary to state his resolutions as follows:

First resolution

The sole partner decides to transfer the registered office from Curaçao (Netherlands Antilles) to Luxembourg and to have adopted the Luxembourg nationality by the company.

The sole partner states that the transfer of the registered office of the company to Luxembourg is not a constitution of a new company.

Second resolution

The sole partner decides to transform the company into a private limited company (société à responsabilité limitée).

Third resolution

The sole partner decides to adopt for the company the following corporate object:

«The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.»

Fourth resolution

The sole partner decides to adopt for the company a financial year running from the first of July to the thirtieth of June of the following year and ascertains that as an exception the financial year which has begun on the 1st of January 2003 has ended on the 30th of June 2003.

Fifth resolution

The sole partner ascertains that pursuant to the interim balance sheet as of the 30th of September 2003, the Company's net assets amount to twenty-seven thousand five hundred and thirty-eight euro fifteen cents (EUR 27,538.15).

Sixth resolution

The sole partner determines:

- a) that the corporate capital is to be set at twenty-five thousand euro (EUR 25,000.-) represented by two hundred and fifty (250) sharequotas of one hundred euro (EUR 100.-) each, and
- b) that the share premium amounts to two thousand five hundred and thirty-eight euro fifteen cents (EUR 2,538.15).

Seventh resolution

The sole partner decides to adopt a par value of one hundred euro (EUR 100.-) per sharequota.

Eighth resolution

The sole partner decides to exchange the entire issued shares without a par value for two hundred and fifty (250) sharequotas of one hundred euro (EUR 100.-) each.

Ninth resolution

The sole partner decides to adopt for the company:

- a) the name WELLPORT CORPORATION, S.à r.l.;
- b) the following articles of association of a Luxembourg private limited company in English and French; the English version prevailing;

ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. Among the owners of the sharequotas hereinafter issued and those which might be issued later on, there is hereby established a private limited company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws in force and by the one of August 10, 1915 concerning trade companies mainly and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is WELLPORT CORPORATION, S.à r.l.

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at twenty-five thousand euros (EUR 25,000.-) represented by two hundred and fifty (250) sharequotas of one hundred euros (EUR 100.-) each, which have been subscribed by the particular fund

WELTPORT PRIVATE FOUNDATION, having its registered office in Curaçao, 22-24, Castorweg (Netherlands Antilles), registered in the Commercial Register of Curaçao (Netherlands Antilles) under the number 4712.

When and as long as all the sharequotas are held by one person, the company is a one person company in the sense of article 179(2) of the amended law concerning trade companies; in this case, the articles 200-1 and 200-2 among others of the same law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own sharequotas provided that they are cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The sharequotas are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per sharequota. If a sharequota is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the sharequota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the sharequotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of sharequotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of sharequotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the sharequotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of July to the thirtieth of June of the following year.

Art. 16. Each year, as of the thirtieth day of June, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company. Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the sharequotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Tenth resolution

The sole partner decides to terminate the director's mandate of the company TARMA TRUST MANAGEMENT N.V. and to discharge the latter for the performance of its mandate.

Eleventh resolution

The sole partner decides to appoint Mr Paul De Haan, manager, born at Alkmaar (The Netherlands), on the 20th of June 1971, residing at L-1532 Luxembourg, 28, rue Ignace de la Fontaine, as manager of the company for an unlimited duration with the power to bind the company in any circumstances by his sole signature.

Twelfth resolution

The sole partner decides to establish the registered office of the company at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred and fifty euro.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up at Luxembourg on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le premier octobre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, Europe.

A comparu:

Le fonds particulier WELLPORT PRIVATE FOUNDATION, ayant son siège social à Curaçao, 22-24, Castorweg (Antilles Néerlandaises), inscrite au Registre de Commerce de Curaçao (Antilles Néerlandaises) sous le numéro 4.712, ici représenté par Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée en même temps avec lui.

Le comparant déclare et requiert le notaire de documenter:

Que la société WELLPORT CORPORATION N.V., ayant son siège social à Curaçao, 22-24, Castorweg (Antilles Néerlandaises), est inscrite au Registre de Commerce de Curaçao (Antilles Néerlandaises) sous le numéro 60.266.

Le comparant déclare qu'il est l'associé unique avec toutes les parts sociales émises de la société WELLPORT CORPORATION N.V. et requiert le notaire instrumentant de documenter ses résolutions comme suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de Curaçao (Antilles Néerlandaises) à Luxembourg et de faire adopter par la société la nationalité luxembourgeoise.

L'associé unique constate que le transfert du siège de la société à Luxembourg ne constitue pas la création d'une nouvelle société.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de transformer la société en une société à responsabilité limitée.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'adopter pour la société l'objet social suivant:

«La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.»

Quatrième résolution

L'associé unique décide d'adopter pour la société une année sociale courant du premier juillet au trente juin de l'année suivante et constate qu'exceptionnellement l'année sociale qui a commencé le 1^{er} janvier 2003 a pris fin le 30 juin 2003.

Cinquième résolution

L'associé unique constate que suivant le bilan intérimaire au 30 septembre 2003, les avoirs nets de la société s'élèvent à vingt-sept mille cinq cent trente-huit euros quinze cents (EUR 27.538,15).

Sixième résolution

L'associé unique détermine:

a) que le capital social est à fixer à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune, et

b) que la prime d'émission s'élève à deux mille cinq cent trente-huit euros quinze cents (EUR 2.538,15).

Septième résolution

L'associé unique décide d'adopter une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) par part sociale.

Huitième résolution

L'associé unique décide de changer toutes les parts sociales émises sans désignation de valeur nominale contre deux cent cinquante (250) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Neuvième résolution

L'associé unique décide d'adopter pour la société:

a) la dénomination de WELLPORT CORPORATION, S.à r.l.;

b) les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée luxembourgeoise en anglais et français; la version anglaise prévalant:

STATUTS

Art. 1^{er}. Entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de WELLPORT CORPORATION, S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où les événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée

à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) représenté par deux cent cinquante (250) parts sociales de cent euros (EUR 100,-) chacune, qui ont été souscrites par le fonds particulier WELLPORT PRIVATE FOUNDATION, ayant son siège social à Curaçao, 22-24, Castorweg (Antilles Néerlandaises), inscrite au Registre de Commerce de Curaçao (Antilles Néerlandaises) sous le numéro 4712.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179(2) de la loi modifiée sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 8. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 9. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 12. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Les pouvoirs d'un gérant seront déterminés par l'assemblée générale lors de sa nomination. Le mandat de gérant lui est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 13. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. L'exercice social court du premier juillet au trente juin de l'année suivante.

Art. 16. Chaque année, au 30 juin, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 21. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Dixième résolution

L'associé unique décide de terminer le mandat du gérant la société TARMA TRUST MANAGEMENT N.V. et de décharger cette dernière pour l'exécution de son mandat.

Onzième résolution

L'associé unique décide de nommer Monsieur Paul De Haan, gérant, né à Alkmaar (Pays-Bas), le 20 juin 1971, demeurant à L-1532 Luxembourg, 28, rue Ignace de la Fontaine, comme gérant de la société pour une durée illimitée avec le pouvoir d'engager la société dans toutes les circonstances par sa seule signature.

Douzième résolution

L'associé unique décide d'établir le siège de la société à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison du présent acte, est évalué à environ mille quatre cent cinquante euros.

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, il a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Marx, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 octobre 2003, vol. 524, fol. 75, case 5. – Reçu 275,38 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 novembre 2003.

J. Seckler.

(074593.3/231/372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

INMEDIAONE, GMBH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 23.392.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 2 octobre 2003, réf. LSO-AJ00427, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 octobre 2003.

Pour Ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(064074.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2003.

NEWS ARTS NOUVEAUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4140 Esch-sur-Alzette, 42, rue Victor Hugo.

R. C. Luxembourg B 63.271.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 2003, réf. LSO-AJ06827, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alzingen, le 10 novembre 2003.

Signature.

(071971.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2003.

IT TECHNOLOGY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 70.453.

Le bilan au 30 juin 2003, enregistré à Luxembourg, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 octobre 2003.

Pour IT TECHNOLOGY

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

J.-M. Gelhay / M. Vermeersch

Director / Fondé de Pouvoir

(069936.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2003.

**ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Holding,
(anc. FOREST SIDE HOLDING S.A.).**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 73.847.

In the year two thousand and three, on the twentieth of October at 11.30 hours.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of FOREST SIDE HOLDING S.A., a société anonyme, having its registered office at L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri, trade register Luxembourg section B number 73.847, incorporated by deed dated on the 27th of January 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 271 of the 10th of April 2000.

The meeting is presided by Mr Bruno Beernaerts, bachelor in law (UCL), residing in Fauvillers (Belgium).

The chairman appoints as secretary Mr Alain Lam, auditor, residing in Mersch.

The meeting elects as scrutineer Mr Antoine Berckmans, commercial engineer, residing in Rixensart (Belgium).

The chairman requests the notary to act that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 260 (two hundred sixty) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

- 1) To cancel the indication of the existing shares' nominal value of € 1,000.- per share.
- 2) To convert the corporate capital and bookkeeping currency from EUR into USD.
- 3) To replace the 260 shares with no nominal value by 6,134 shares with a nominal value of USD 50.- (fifty US Dollars) each.
- 4) To transfer the registered office of the company at the following address: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
- 5) To accept the resignation of and to discharge the members of the Board of Directors and the statutory auditor of the company.
- 6) To change the legal form of the company, in order to transform it from a joint stock company («société anonyme» - S.A.) into a private limited liability company («société à responsabilité limitée» - S.à r.l.).
- 7) To change the name of the company into ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l.
- 8) To restate completely the articles of association in order to adapt them to the new form of the company without change of its essential characteristics.
- 9) To appoint the managers of the S.à r.l. company.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to cancel transitorily the indication of the nominal value of € 1,000.- (thousand euros) of the 260 (two hundred and sixty) existing shares.

All powers are conferred to the Board of Directors in order to implement the necessary bookkeeping amendments.

Second resolution

The meeting decides to convert the corporate capital and bookkeeping currency from EUR (euros) into USD (US Dollars) at the official exchange rate, as it was fixed on October 10th, 2003, at EUR 1.-=USD 1.17949 obtaining this way for the corporate capital of the company an amount rounded-off at USD 306,700.- (three hundred and six thousand seven hundred US Dollars).

Such conversion is considered to be effective on the 10th of October 2003.

Third resolution

The meeting decides to replace the 260 (two hundred and sixty) shares with no nominal value by 6,134 (six thousand hundred thirty-four) shares with a nominal value of USD 50.- (fifty US Dollars) each.

Fourth resolution

The meeting decides to transfer the registered office of the company at the following address:
L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

Fifth resolution

The meeting decides to accept the resignation of and to discharge the members of the Board of Directors and the statutory auditor of the company.

Sixth resolution

The meeting decides to change the legal form of the company, from a «société anonyme» (stock company) into «société à responsabilité limitée» (private limited company).

Seventh resolution

The meeting decides to change the name of the company into ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l.

Eighth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to adopt new articles of association in order to adapt them to the new legal form, without amend the essential elements of the company, to read as follows:

Title I. - Name, Purpose, Duration, Registered Office

Art. 1. There exists a holding company with limited liability, which shall be governed by the laws pertaining to such an entity as well as by the present articles.

Art. 2. The Company will assume the name of ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 3. The object of the corporation is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, including the direct or indirect holding of participations in companies the principal object of which is the acquisition, development, promotion, management and/or lease of real estate properties and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

The corporation shall not itself carry on directly any industrial activity or maintain a commercial establishment open to the public.

The corporation may carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment of its purposes, remaining always however within the limits established by article two hundred and nine of the law on commercial companies of August tenth, nineteen hundred and fifteen, as amended, and by the law of July thirty-first nineteen hundred and twenty-nine governing holding companies.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

Title II. - Share Capital, Shares

Art. 6. The Company's share capital is fixed at USD 306,700.- (three hundred and six thousand seven hundred US Dollars), represented by 6,134 (six thousand hundred thirty-four) shares with a nominal value of USD 50.- (fifty US Dollars) each. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time under the conditions specified by law. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing shareholders, in proportion to their part in the share capital representing their shares.

Art. 8. Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 9. The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint co-proprietors have to appoint a sole representative towards the Company.

Art. 10. The Company's shares are freely transferable between shareholders. Inter vivos, they may only be disposed of to new shareholders following the passing of a favourable resolution of the shareholders in general meeting representing at least three quarters of the share capital according to the conditions foreseen in article 11.

Mortis causa the approval given in a meeting of shareholders of at least three quarters (3/4) of the shares held by the surviving shareholders is required to transfer shares to new shareholders. This approval however is not required in case the shares are transferred either to ascendants, descendants or to the surviving spouse.

Art. 11. The shareholder who wants to transfer all or part of his shares must inform the other shareholders by registered mail and indicate the number of shares which transfer is requested, the names, first names, professions and domiciles of the proposed transferees. Thereupon the other shareholders have a right of pre-emption for the redemption of the shares which transfer is proposed. This right is exercised in proportion to the number of shares in possession of each shareholder. By not exercising, totally or partly, his right of pre-emption, a shareholder increases the other shareholders' right. Shares may never be divided: if the number of shares to transfer is not exactly proportional to the number

of shares for which the right of preemption is exercised, the surplus of shares is, in the absence of agreement, allocated by drawings. The shareholder who plans to exercise his right of preemption, must inform the other shareholders by registered mail within two months following the letter informing him of the request for transfer, failing which he shall lose his right of pre-emption.

For the exercise of the rights originating from the increase pursuant to the provisions of the preceding paragraph, shareholders will be entitled to an additional one month delay starting at the expiration of the two months' term granted to the shareholders for making public their intention about the exercise of the right of pre-emption.

The price payable for acquiring these shares shall be determined by mutual consent between transferor and transferee(s), failing agreement, by a qualified accountant and tax adviser designated by mutual consent between transferor and transferee(s) and in case of disagreement by an independent expert named at the request of the most diligent party by the commercial court which has competence over the registered office of the Company.

The expert will deliver his report about the determination of the price within the month following his nomination. He will have access to all books and other documents of the Company which he shall deem essential to the execution of his mission.

Art. 12. Death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not bring the Company to an end.

Art. 13. The creditors, legal successors or heirs may not, for any reason, seize assets or documents of the Company.

Title III. - Administration

Art. 14. The Company is managed by one or several managers, not necessarily shareholders. In dealing with third parties, the manager(s) has (have) the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the general meeting of shareholders which fixes the term of its (their) office. He (they) may be dismissed freely at any time.

The Company is only bound in any circumstances by the signature of the sole manager or, if there are several managers, by the individual signature of any manager.

Art. 15. Death or resignation of a manager, for any reason, does not involve the winding up of the Company.

Art. 16. The manager or managers assume by reason of their position, no personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are simple authorized agents and are responsible only for the execution of their mandate.

Art. 17. Each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares, which he owns. Each shareholder has as many voting rights as he holds or represents shares. Each shareholder may appoint a proxy to represent him at meetings.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital. However, resolutions to amend these articles and particularly to liquidate the Company may only be taken by a majority of shareholders representing three quarters of the Company's share capital.

If the Company has only one shareholder, his decisions are written down on a register held at the registered office of the Company.

Art. 19. The accounting year of the Company commences on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 20. Each year on the thirty-first of December the books are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 21. Five per cent of the net profits are set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be used freely by the general meeting of shareholders.

Title IV. - Winding-up, Liquidation

Art. 22. At the time of the winding-up of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who will fix their powers and remuneration.

Art. 23. The shareholders will refer to legal provisions on all matters for which no specific provision is made in these articles.

Shareholders of the Company

The actual shareholders of the company are:

- a) DAEDALUS OVERSEAS INC., a Company formed under the Law of Panama, having its registered office at Panama City: for 3,067 (three thousand sixty-seven) shares;
- b) BRIGHT GLOBAL S.A., incorporated under British Virgin Islands Law and having its registered office at Tortola, British Virgin Islands: for 3,067 (three thousand sixty-seven) shares.

Actual Value of the Net Assets

As it results from the recent balance sheet of the company, which will remain attached to the present deed, the actual net value is equivalent to the nominal value of the issued capital.

Ninth resolution

The meeting decides to appoint as managers of the company for an unlimited period:

1) ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., with registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C. Luxembourg Section B number 76.630;

2) ProLogis SERVICES, S.à r.l., with registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, R.C. Luxembourg Section B number 68.192.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille trois, le vingt octobre à onze heures trente.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme FOREST SIDE HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri, R.C. Luxembourg section B numéro 73.847, constituée suivant acte reçu le 27 janvier 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 271 du 10 avril 2000.

L'assemblée est présidée par Monsieur Bruno Beernaerts, licencié en droit (UCL), demeurant à Fauvillers (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Alain Lam, réviseur d'entreprises, demeurant à Mersch.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antoine Berckmans, ingénieur commercial, demeurant à Rixensart (Belgique).

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 260 (deux cent soixante) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Suppression de la valeur nominale de € 1.000,- par action des actions existantes.

2) Conversion du capital social de EUR en USD.

3) Remplacement des 260 actions sans désignation de valeur nominale par 6.134 actions de USD 50,-.

4) Transfert du siège social de la société à l'adresse suivante: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

5) Démission et décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction.

6) Changement de la forme juridique de la société, pour la transformer de société anonyme en société à responsabilité limitée.

7) Modification de la dénomination sociale de la société en ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l.

8) Adoption de nouveaux statuts afin de les adapter à la nouvelle forme légale, sans apporter de modification aux caractéristiques essentielles de la société.

9) Nomination du gérant.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale de € 1.000,- (mille euros) par action des actions existantes.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la devise d'expression du capital social souscrit et de la comptabilité de EUR (euros) en USD (US dollars) au taux de conversion, tel que fixé officiellement le 10 octobre 2003, à EUR 1,-=USD 1,17949 obtenant ainsi un montant pour le capital social de la société arrondi à USD 306.700,- (trois cent six mille sept cents US Dollars).

Cette conversion est à considérer comme effective à la date du 10 octobre 2003.

Troisième résolution

L'assemblée décide de remplacer les 260 (deux cent soixante) actions sans désignation de valeur nominale par 6.134 (six mille cent trente-quatre) actions d'une valeur nominale de USD 50,- (cinquante US Dollars) chacune.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société à l'adresse suivante:

L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission avec décharge entière et définitive, des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction.

Sixième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société, et de la transformer de société anonyme en société à responsabilité limitée.

Septième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l.

Huitième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide d'adopter de nouveaux statuts, sans apporter de modification aux caractéristiques essentielles de la société, et de leur donner la teneur suivante:

Titre I^{er}. - Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il existe une société holding à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. La Société prend la dénomination de ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l.

Art. 3. L'objet de la société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la gestion et/ou la location de biens immobiliers et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle n'exercera aucune activité commerciale ou industrielle et ne tiendra aucun établissement commercial ouvert au public.

Elle pourra exercer toutes activités estimées utiles à l'accomplissement de son objet, en restant dans les limites tracées par l'article deux cent neuf de la loi modifiée du dix août mille neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et par la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt neuf concernant les sociétés holding.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II. - Capital Social, Parts Sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à USD 306.700,- (trois cent six mille sept cents US Dollars), représenté par 6.134 (six mille cent trente-quatre) parts sociales d'une valeur nominale de USD 50,- (cinquante US Dollars) chacune. Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié sous les conditions prévues par la loi. Les parts à souscrire seront d'abord offertes aux associés existants, proportionnellement à la part du capital social représentée par leurs parts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social dans le respect des conditions prévues à l'article 11. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale par des associés représentant au moins trois quarts (3/4) des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 11. L'associé qui veut céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer les autres associés par lettre recommandée en indiquant le nombre des parts sociales dont la cession est demandée, les noms, prénoms, professions et domiciles des cessionnaires proposés.

Les autres associés auront alors un droit de préemption pour le rachat des parts sociales dont la cession est proposée. Ce droit s'exerce proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun des associés. Le non-exercice, total ou partiel, par un associé de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas, les parts sociales ne seront fractionnées: si le nombre des parts sociales à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des parts sociales pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les parts sociales en excédant sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort. L'associé qui entend exercer son droit de préemption doit en informer les autres associés

par lettre recommandée dans les deux mois de la lettre l'avisant de la demande de cession, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Pour l'exercice des droits procédant de l'accroissement, suivant les dispositions de l'alinéa précédent, les associés jouiront d'un délai supplémentaire d'un mois commençant à courir à l'expiration du délai de deux mois imparti aux associés pour faire connaître leur intention quant à l'exercice du droit de préemption.

Le prix payable pour l'acquisition de ces parts sociales sera déterminé de commun accord entre l'associé cédant et le ou les associé(s) cessionnaire(s), et à défaut, par un expert-comptable et fiscal désigné de commun accord par l'associé cédant et le ou les associé(s) cessionnaire(s), et en cas de désaccord, par un expert indépendant nommé par le tribunal de commerce du ressort du siège social de la Société à la requête de la partie la plus diligente.

L'expert rendra son rapport sur la détermination du prix dans le mois qui suit la date de sa nomination. L'expert aura accès à tous les livres et autres documents de la Société qu'il jugera indispensables à la bonne exécution de sa mission.

Art. 12. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 13. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. - Administration

Art. 14. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non qui, vis-à-vis des tiers, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement et à tout moment révocables.

La Société n'est engagée en toutes circonstances, que par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature individuelle d'un des gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un mandataire.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions concernant la modification des Statuts et plus particulièrement la liquidation de la Société peuvent uniquement être prises à la majorité d'associés représentant les trois quarts du capital social.

Au cas où la Société n'aurait qu'un seul associé, ses décisions sont consignées dans un registre conservé au siège de la Société.

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 20. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 21. Sur les bénéfices nets, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Titre IV. - Dissolution, Liquidation

Art. 22. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Désignation des associés de la Société

Toutes les parts appartiennent à:

- a) La société de droit du Panama DAEDALUS OVERSEAS INC., ayant son siège à Panama City: pour 3.067 (trois mille soixante-sept) parts sociales;
- b) La société des Iles Vierges Britanniques BRIGHT GLOBAL S.A., ayant son siège social à Tortola, British Virgin Islands: pour 3.067 (trois mille soixante-sept) parts sociales.

Valeur actuelle des actifs nets

Il résulte des comptes annuels de la société, qui resteront ici annexés, que sa valeur nette actuelle est au moins équivalente à la valeur nominale du capital social souscrit.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de nommer comme gérants de la société, pour une durée illimitée:

- a) ProLogis DIRECTORSHIP, S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, boulevard Royal 25B, R.C. Luxembourg, Section B numéro 76.630;

b) ProLogis SERVICES, S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, boulevard Royal 25B, R.C. Luxembourg, Section B numéro 68.192.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: B. Beernaerts, A. Lam, A. Berckmans, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 24 octobre 2003, vol. 18CS, fol. 95, case 3.— Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2003.

J. Elvinger.

(074949.3/211/359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

**ProLogis RUSSIA HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée - Holding,
(anc. FOREST SIDE HOLDING S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 73.847.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(074950.3/211/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2003.

AZTEC (LUXEMBOURG), Société en commandite simple.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R. C. Luxembourg B 96.847.

La société a été constituée suivant acte sous seing privé en date du 31 octobre 2003, enregistré le 13 novembre 2003, réf. LSO-AK02947.

STATUTS

Extrait

Objet social

La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de fusion, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties. Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent.

Capital

Le capital social est fixé à EUR 175.000,- (cent soixante quinze mille euros) représenté par 1.000 (mille) parts commanditaires et 750 (sept cent cinquante) parts commanditées sans désignation de valeur nominale.

a) Les parts commanditées ont été souscrites comme suit:

AZTEC S.A., 282 route de Longwy, L-1940 Luxembourg	250 parts
Monsieur Stanislaus H. M. Brenninkmeijer, demeurant à Oberägeri (Suisse), Im Müsli 10	250 parts
Monsieur Erik A. M. Brenninkmeijer, demeurant à Unterägeri (Suisse), Heimelistrasse 40	250 parts

b) Les parts commanditaires ont été souscrites et intégralement libérées

Total:	1.750 parts
--------	-------------

Associés commandités

AZTEC S.A., prénommée

Monsieur Stanislaus H. M. Brenninkmeijer, prénommé

Monsieur Erik A. M., prénommé

Dispositions de l'acte

La société est gérée par les associés commandités prénommés.

Les associés commandités sont chargés seuls de la gestion de la société et peuvent accomplir tous les actes de gestion.

En cas de dissolution, il sera procédé dans les délais les plus courts à la liquidation de la société, soit par les associés eux-mêmes, soit par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés à cet effet par les associés.

Les associés fixeront les émoluments du ou des liquidateurs.

Le produit de la liquidation sera distribué en proportion des participations au capital de chaque associé.

Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Gérants

Sont nommés gérants-directeurs de la société:

- Monsieur Michel de Groote, demeurant à Septfontaines (Grand-Duché de Luxembourg), 6 rue d'Arlon,

- Monsieur José Faber, demeurant à Bridel (Grand-Duché de Luxembourg), 18 rue du Bois.

La société est administrée par un ou plusieurs gérant(s), nommé(s) par l'assemblée générale des associés à la majorité simple des voix. Le(s) gérant(s) peuvent être ou non associés. Le(s) gérant(s) qui n'ont pas la qualité d'associés pourront porter le titre de directeur.

La société sera légalement représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants, hormis les situations où un seul gérant serait en mesure de signer, auquel cas celui-ci pourra représenter et engager valablement la société seul.

Les responsables de la gestion de la société pourront désigner par un mandat spécifique un fondé de pouvoir exceptionnel.

Indépendamment de la limitation de responsabilité énoncée ci-avant, chaque gérant pourra individuellement engager la société dans le cadre des procédures légales et administratives, soit comme demandeur, soit comme défendeur, et de même représenter la société en justice. Ce pouvoir spécial pourra être délégué temporairement ou définitivement, entièrement ou partiellement par chaque gérant.

Pour extrait conforme

Signatures

Les gérants

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2003, réf. LSO-AK05253. – Reçu 1.754 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076552.3/000/63) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2003.

CITIGROUP INTERNATIONAL LUXEMBOURG LIMITED, Société à responsabilité limitée.

Registered office: London.

Principal establishment: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 83.654.

In the year two thousand and three, on the fourteenth day of the month of October.

Before Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg City.

There appeared:

1) ASSOCIATES WORLD CREDIT CORPORATION, a company incorporated under the laws of Texas with corporate seat at 250E Carpenter FWY, Irving, Texas, 75062 USA, duly represented by Mr Charles Denotte, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal, given in New York on 8th October, 2003 and

2) CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED, a company organised under the laws of Gibraltar, with registered office at Suite C, Third Floor, Regal House, Queensway, Gibraltar duly represented by Mr Charles Denotte, prenamed, by virtue of a proxy under private seal, given in Gibraltar on 10th October, 2003. Both proxies will remain attached to the present minutes after having been signed ne varietur by the proxyholder and the notary to be filed at the same time with the registration authorities.

ASSOCIATES WORLD CREDIT CORPORATION is the sole member of the limited company CITIGROUP INTERNATIONAL LUXEMBOURG LIMITED, société à responsabilité limitée, (hereafter the «Company») having its registered office at Citigroup Centre, Canada Square, Canary Wharf, London E145 LB, incorporated under the laws of England and Wales and having its principal place of business in L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte. The Memorandum and articles of association of the Company were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 928 of 26th October, 2001. The Memorandum of Association has been amended as shown by two deeds of Maître Tom Metzler, notary residing in Luxembourg on 21st September, 2001 and on 11th February, 2003. Both deeds are published in the Mémorial C, number 935 of 29th October, 2001 and number 282 of 17th March, 2003, respectively.

The meeting was presided by Maître Martine Elvinger, avocat, residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and scrutineer Maître Myriam Pierrat, attorney-at-law, residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

A. The sole member of the Company, ASSOCIATES WORLD CREDIT CORPORATION, a company incorporated under the laws of Texas, having its corporate seat at, 250E Carpenter FWY, Irving, Texas 75062 USA and the number of shares held by it are shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to this document to be filed with the registration authorities.

As it appears from said attendance list, all six hundred (600) Class A shares and all two million two hundred thousand (2,200,000) Class B shares in issue are represented at the present general meeting and the sole member declares that

it considers itself duly convened and that he had prior knowledge of the agenda so that the meeting can validly decide on all items of the agenda.

B. The agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1) Increase of the authorised share capital of the Company from fifty-five million and fifteen thousand United States Dollars (USD 55,015,000.-), to two hundred fifty-five million fifteen thousand United States Dollars (USD 255,015,000), divided in six hundred (600) Class A Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each, two million two hundred thousand (2,200,000.-) Class B Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each and eight million (8,000,000) Class C Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each.

2) Increase of the issued share capital of the Company from fifty-five million fifteen thousand United States Dollars (USD 55,015,000.-) to two hundred fifty-five million fifteen thousand United States Dollars (USD 255,015,000.-) by the issue of eight million (8,000,000) new Class C shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each (the «Class C Shares»).

3) Subscription and payment of the eight million (8,000,000) Class C Shares by CITIGROUP (GIBRALTAR) LIMITED, prenamed, by the contribution of CITIGROUP (GIBRALTAR) LIMITED of all its assets and liabilities to the Company.

The new Class C shares will be issued at a total premium of two hundred and four million six hundred and ninety-six thousand and eight hundred and fifty-seven United States Dollars (USD 204,696,857.-). The above share premium will be allocated to a specific share premium account (the «Class C Share Premium Account»). The balance of the Class C Share Premium Account will be at the restricted disposal of the members holding the Class C Shares at a general meeting of those members. Apart from the rights and commitments with regard to the Class C Share Premium Account, the Class C Shares will have the same rights and commitments as Class A and B Shares.

4) Amendment of regulation 5 of the Memorandum of Association of the Company as a result of the resolutions adopted under items 1. to 3. of the agenda.

5) Authorisation of the Directors, generally and unconditionally, to exercise, on the day of adopting the resolutions on the agenda, all the powers of the Company to allot Class C Shares having an aggregate nominal amount of two hundred million United States Dollars (USD 200,000,000.-).

C) It appears from the above that the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

After deliberation the meeting unanimously resolves as follows:

First resolution

Resolved to increase the authorised share capital of the Company by an amount of two hundred million United States Dollars (USD 200,000,000.-), to bring it from its present amount of fifty-five million and fifteen thousand United States Dollars (USD 55,015,000.-) divided into six hundred (600) Class A Shares of a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each and two million two hundred thousand (2,200,000) Class B Shares of a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each to two hundred fifty-five million fifteen thousand United States Dollars (USD 255,015,000.-), divided in six hundred (600) Class A Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each, two million two hundred thousand (2,200,000) Class B Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each and eight million (8,000,000) Class C Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each. The eight million (8,000,000) Class C Shares will be issued and allotted with payment of a total premium of two hundred and four million six hundred and ninety-six thousand eight hundred and fifty-seven United States Dollars (USD 204,696,857.-). Such share premium will be allocated to a specific share premium account (the «Class C Share Premium Account»). The balance of the Class C Share Premium Account will be at the restricted disposal of the members holding the Class C Shares at a general meeting of those members. Apart from the rights and commitments with regard to the Class C Share Premium Account, the Class C Shares will have the same rights and commitments as the Class A and B shares.

Second resolution

Resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of two hundred million United States Dollars (USD 200,000,000.-) to bring it from its present amount of fifty-five million fifteen thousand United States Dollars (USD 55,015,000.-) divided into six hundred (600) Class A Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each and two million two hundred thousand (2,200,000) Class B Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each, to two hundred fifty-five million fifteen thousand United States Dollars (USD 255,015,000.-) by the issue of eight million (8,000,000) Class C shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each.

The eight million (8,000,000) new Class C Shares will be issued and allotted with payment of a total premium of two hundred and four million six hundred and ninety-six thousand eight hundred and fifty-seven United States Dollars (USD 204,696,857.-) to CITIGROUP (GIBRALTAR) LIMITED, prequalified, in consideration for a contribution of all the assets and liabilities of CITIGROUP (GIBRALTAR) LIMITED, prenamed, as set out in the interim un-audited balance sheet dated 13th October, 2003 of CITIGROUP (GIBRALTAR) LIMITED (a copy of which shall remain with this deed in order to be registered therewith).

Third resolution

There now appeared Mr Charles Denotte, previously named acting in his capacity as duly appointed proxy of CITIGROUP (GIBRALTAR) LIMITED prenamed. The appearing person declared to subscribe in the name and on behalf of CITIGROUP (GIBRALTAR) LIMITED for eight million (8,000,000) new Class C Shares and to make payment in full for

such Class C Shares by contribution of all the assets and liabilities of CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED to the Company.

The above contribution in kind has been reviewed by the directors of the Company as set out in the directors' report of 13th October, 2003, the conclusion of which reads as follows:

«Based on the verifications carried out as described above, we express no observation on the value of the contribution of an amount of four hundred and four million six hundred and ninety-six thousand eight hundred and fifty-seven United States Dollars (USD 404,696,857.-) that corresponds at least to the total nominal value and share premium of the eight million (8,000,000) Class C Shares to be issued by CITIGROUP INTERNATIONAL LUXEMBOURG LIMITED in consideration therefore.»

Fourth resolution

Resolved to amend regulation (5) of the Memorandum of Articles of Association so as to read:

«The Company's share capital is two hundred and fifty-five million and fifteen thousand United States Dollars (USD 255,015,000.-) divided into six hundred (600) Class A Shares with a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each, two million two hundred thousand (2,200,000) Class B Shares of a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each and eight million (8,000,000) Class C Shares of a nominal value of twenty-five United States Dollars (USD 25.-) each.

Apart from the rights and commitments with regard to the Class B and C Share Premium Accounts, respectively, the Class A, B and C Shares will have the same rights and commitments.»

Fifth resolution

Resolved to authorise the Directors, generally and unconditionally, to exercise on the day this resolution is passed, all the powers of the Company to allot Class C Shares having an aggregate nominal amount of two hundred million United States Dollars (USD 200,000,000.-).

Expenses

Because of the contribution to the Company of all the assets and liabilities (nothing withheld or excepted) of an EU company, i.e. CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED, prenamed, the parties refer to the exemption of capital duty provided for by article 4-1 of the law of 29th December, 1971.

Today, 404,696,857.- USD=348,793,441.69 EUR.

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its increase of share capital are estimated at seven thousand euros.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English followed by a German translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and German version, the English version will prevail.

Done in Luxembourg on the day beforementioned.

After reading these minutes the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendunddrei, den vierzehnten Oktober.

Erschienen vor mir, Joseph Elvinger, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt:

1) ASSOCIATES WORLD CREDIT CORPORATION, eine Gesellschaft texanischen Rechts mit eingetragenem Sitz in 250E Carpenter FWY, Irving, Texas, 75062 USA, ordnungsgemäss vertreten durch Herrn Charles Denotte, Angestellter, ansässig in Luxemburg, gemäss privatschriftlicher Vollmacht ausgestellt in New York am 8. Oktober 2003 und

2) CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED, eine Gesellschaft nach dem Recht Gibraltars mit eingetragenem Sitz in Suite C, Dritter Stock, Regal House, Queensway, Gibraltar,

ordnungsgemäss vertreten durch Herrn Charles Denotte, vorbezeichnet, gemäss einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Gibraltar am 10. Oktober 2003. Beide Vollmachten liegen dem vorliegenden Protokoll nach Unterzeichnung in ne varietur durch den Bevollmächtigten und den Notar als Anlage bei, um gleichzeitig mit ihm der Steuerbehörde zum Zwecke der Registrierung vorgelegt zu werden.

ASSOCIATES WORLD CREDIT CORPORATION ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft beschränkter Haftung CITIGROUP INTERNATIONAL LUXEMBOURG LIMITED, eine société à responsabilité limitée, (nachfolgend die «Gesellschaft») mit eingetragenem Sitz in Citigroup Centre, Canada Square, Canary Wharf, London E145 LB, welche nach dem Recht Englands und Wales gegründet und ihren Verwaltungssitz in L-1330 Luxemburg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte hat. Der Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft wurde am 26. Oktober 2001 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 928 durch Veröffentlichung bekanntgemacht. Ausweislich der notariellen Beurkundungen vom 21. September 2001 sowie vom 11. Februar 2003 durch den Notar Tom Metzler mit Amtssitz in Luxemburg wurde der Gesellschaftsvertrag geändert. Diese notariellen Beurkundungen wurden jeweils am 29. Oktober 2001 sowie am 17. März 2003 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 935 und Nummer 283 durch Veröffentlichung bekanntgemacht.

Den Vorsitz der Versammlung führt Rechtsanwältin Martine Elvinger, avocat, geschäftsansässig in Luxemburg.

Als Sekretär und Wahlprüfer wurde Rechtsanwältin Myriam Pierrat, avocat, geschäftsansässig in Luxemburg, gewählt.

Die Vorsitzende machte folgende Erklärungen und bat den Notar um Beurkundung der folgenden Feststellungen:

A. Die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft, ASSOCIATES WORLD CREDIT CORPORATION, eine Gesellschaft nach texanischem Recht mit eingetragenem Sitz in 250E Carpenter FWY, Irving, Texas 75062 USA, sowie die Anzahl der durch sie gehaltenen Geschäftsanteile sind auf einer durch den Bevollmächtigten, die Vorsitzende, den Sekretär und Wahlprüfer sowie den unterzeichneten Notar unterschriebenen Teilnehmerliste aufgeführt. Die bezeichnete

Liste liegt der vorliegenden Urkunde als Anlage bei, um mit ihr der zuständigen Steuerbehörde zum Zwecke der Registrierung vorgelegt zu werden.

Ausweislich der bezeichneten Teilnehmerliste sind alle ausgegebenen sechshundert (600) Geschäftsanteile der Klasse A und alle zwei Millionen zweihunderttausend (2.200.000) Geschäftsanteile der Klasse B in der vorliegenden Gesellschafterversammlung vertreten. Die alleinige Gesellschafterin erklärt, sich als ordnungsgemäss einberufen zu erachten und vorherige Kenntnis der Tagesordnung gehabt zu haben, so dass die Gesellschafterversammlung rechtswirksam über alle Tagesordnungspunkte beschliessen kann.

B. Die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1) Erhöhung des genehmigten Stammkapitals der Gesellschaft von fünfundfünfzig Millionen fünfzehntausend amerikanische Dollar (USD 55.015.000,-) auf zweihundertfünfundfünfzig Millionen und fünfzehntausend amerikanische Dollar (USD 255.015.000,-) welches in sechshundert (600) Geschäftsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-), zwei Millionen zweihunderttausend (2.200.000) Geschäftsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) sowie acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteile der Klasse C einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) unterteilt ist.

2) Erhöhung des ausgegebenen Stammkapitals der Gesellschaft von fünfundfünfzig Millionen fünfzehntausend amerikanische Dollar (USD 55.015.000,-) auf zweihundertfünfundfünfzig Millionen und fünfzehntausend amerikanische Dollar (USD 255.015.000,-) durch Ausgabe von acht Millionen (8.000.000) neuen Geschäftsanteilen der Klasse C mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) (die «Geschäftsanteile der Klasse C»);

3) Übernahme und Einzahlung von acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteilen der Klasse C durch CITIGROUP (GIBALTAR LIMITED), vorbezeichnet, im Wege der Einbringung der Gesamtheit der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der CITIGROUP (GIBALTAR LIMITED) an die Gesellschaft.

Die Ausgabe der neuen Geschäftsanteile der Klasse C erfolgt gegen ein Aufgeld in Höhe von zweihundertundvier Millionen sechshundertundsechshundertachtundachtzigtausendachthundertsechshundertfünfzig amerikanischen Dollar (USD 204.696.857,-). Das vorbezeichnete Aufgeld wird einem besonderen, hierfür bestimmten Aufgeldkonto gutgeschrieben (das «Aufgeldkonto der Geschäftsanteile der Klasse C»). Über das Guthaben des Aufgeldkontos der Geschäftsanteile der Klasse C kann ausschliesslich durch die Inhaber der Geschäftsanteile der Klasse C durch eine Gesellschafterversammlung dieser Gesellschafter beschränkt verfügt werden. Vorbehaltlich der Rechte und Pflichten im Hinblick auf das Aufgeldkonto für Geschäftsanteile der Klasse C verfügen Geschäftsanteile der Klasse C über dieselben Rechte und Pflichten wie die Geschäftsanteile der Klassen A und B.

4) Änderung des Artikels 5 der Satzung der Gesellschaft infolge der unter 1) bis 3) der Tagesordnung gefassten Beschlüsse.

5) Allgemeine und unbedingte Ermächtigung der Geschäftsführer, am Tage der Beschlussfassungen über die Tagesordnungspunkte alle Befugnisse der Gesellschaft auszuüben, die Geschäftsanteile der Klasse C mit einem Gesamtnennwert von zweihundert Millionen amerikanischen Dollar (USD 200.000.000,-) zuzuteilen.

C) Ausweislich der vorstehenden Ausführungen ist diese Gesellschafterversammlung ordnungsgemäss einberufen und kann rechtswirksam über alle Tagesordnungspunkte beraten.

Nach Beratung fasste die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Es wird beschlossen, das genehmigte Stammkapital der Gesellschaft in Höhe von zweihundert Millionen amerikanischen Dollar (USD 200.000.000,-) zu erhöhen um es von gegenwärtig fünfundfünfzig Millionen fünfzehntausend amerikanischen Dollar (USD 55.015.000,-), welches in sechshundert (600) Geschäftsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) und zwei Millionen zweihunderttausend (2.200.000) Geschäftsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) unterteilt ist, auf zweihundertfünfundfünfzig Millionen fünfzehntausend amerikanische Dollar (USD 255.015.000,-), unterteilt in sechshundert (600) Geschäftsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-), zwei Millionen zweihunderttausend (2.200.000) Geschäftsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) sowie acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteile der Klasse C einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) zu erhöhen.

Die acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteile der Klasse C werden gegen Leistung eines Aufgeldes von zweihundertvier Millionen sechshundertundsechshundertachtundachtzigtausendachthundertsechshundertfünfzig amerikanischen Dollar (USD 204.696.857,-) übernommen und zugeteilt. Dieses Aufgeld wird einem besonderen, zu diesem Zweck hierfür bestimmten Aufgeldkonto dieser Geschäftsanteile gutgeschrieben (das «Aufgeldkonto der Geschäftsanteile der Klasse C»). Über das Guthaben des Aufgeldkontos der Geschäftsanteile der Klasse C kann durch die Inhaber der Geschäftsanteile der Klasse C durch eine Gesellschafterversammlung dieser Gesellschafter beschränkt verfügt werden. Vorbehaltlich der Rechte und Pflichten im Hinblick auf das Aufgeldkonto der Geschäftsanteile der Klasse C verfügen Geschäftsanteile C über dieselben Rechte und Pflichten wie die Geschäftsanteile der Klassen A und B.

Zweiter Beschluss

Es wird beschlossen, das ausgegebene Stammkapital der Gesellschaft in Höhe von zweihundert Millionen amerikanischen (200.000.000,-) Dollar zu erhöhen, um es von gegenwärtig fünfundfünfzig Millionen fünfzehntausend amerikanischen Dollar (USD 55.015.000,-), welches in sechshundert (600) Geschäftsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) und zwei Millionen zweihunderttausend (2.200.000) Geschäftsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) unterteilt ist, auf zweihundertfünfundfünfzig Millionen und fünfzehntausend amerikanische Dollar (USD 255.015.000,-) gegen Aus-

gabe von acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteilen der Klasse C mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-) zu erhöhen.

Die acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteile der Klasse C werden gegen ein Aufgeld von zweihundertvier Millionen sechshundertsechsunneunzigtausendachthundertsiebenundfünfzig amerikanische Dollar (USD 204.696.857,-) an CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED, vorbezeichnet, gegen Einbringung der Gesamtheit der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED, vorbezeichnet, ausweislich des ungeprüften Zwischenberichts der CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED vom 13. Oktober 2003 (eine Abschrift dessen der vorliegenden Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt ist) ausgegeben und zugeteilt.

Dritter Beschluss

Es erschien Herr Charles Denotte, vorbezeichnet, handelnd in seiner Eigenschaft als ordnungsgemässer Bevollmächtigter der CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED, vorbezeichnet. Die erschienene Person erklärte, im Namen und auf Rechnung der CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED, acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteile der Klasse C zu übernehmen und die Stammeinlage vollständig für diese Geschäftsanteile der Klasse C durch Sacheinlage im Wege der Überlieferung der Gesamtheit der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED an die Gesellschaft zu leisten.

Die vorbezeichnete Sacheinlage wurde durch die Geschäftsführer der Gesellschaft ausweislich deren Bericht vom 13. Oktober 2003 geprüft, dessen Ergebnis wie folgt lautet:

«Auf Grundlage der wie vorstehend beschrieben durchgeführten Überprüfungen geben wir keine Feststellung hinsichtlich des Wertes der Einlage in Höhe von vierhundertvier Millionen sechshundertsechsunneunzigtausendachthundertsiebenundfünfzig amerikanische Dollar (USD 404.696.857,-) ab, welche einem Nennwert von und einem Aufgeld von mindestens acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteile der Klasse C, welche an CITIGROUP INTERNATIONAL LUXEMBOURG LIMITED als Gegenleistung ausgegeben werden sollen, entspricht.»

Vierter Beschluss

Es wird beschlossen Artikel 5 der Satzung wie folgt zu ändern:

«Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zweihundertfünfundfünfzig Millionen und fünfzehntausend amerikanische Dollar (USD 255.015.000,-) welches in sechshundert (600) Geschäftsanteile der Klasse A mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-), zwei Millionen zweihunderttausend (2.200.000) Geschäftsanteile der Klasse B mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-), und acht Millionen (8.000.000) Geschäftsanteilen der Klasse C mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig amerikanischen Dollar (USD 25,-), unterteilt ist.

Vorbehaltlich der Rechte und Pflichten im Hinblick auf Aufgeldkonten der Geschäftsanteile der Klasse B und C, verfügen Geschäftsanteile der Klasse A, B und C jeweils über dieselben Rechte und Pflichten.»

Fünfter Beschluss

Es wird beschlossen die Geschäftsführer allgemein und bedingungslos zu ermächtigen, am Tage der vorliegenden Beschlussfassung alle Befugnisse der Gesellschaft, Geschäftsanteile der Klasse C mit einem Gesamtnennwert von zweihundert Millionen amerikanischen Dollar (USD 200.000.000,-) zuzuteilen, auszuüben.

Kosten

Wegen der an die Gesellschaft geleisteten Stammeinlage in Form der Gesamtheit an Vermögenswerten und Verbindlichkeiten (ausnahmslos und ohne Rückbehalt) einer in der EU ansässigen Gesellschaft, d.h. CITIGROUP (GIBALTAR) LIMITED), vorbezeichnet, beziehen sich die Parteien auf die Ausnahme zur Gesellschaftskapitalsteuer gemäss Artikel 4-1 des Gesetzes vom 29. Dezember 1971.

Am heutigen Tage, USD 404.696.857,00=EUR 348.793.441,69.

Die Kosten, Auslagen, Vergütung oder Belastungen, in welcher Form auch immer, welche von der Gesellschaft als Folge der Erhöhung ihres Stammkapitals getragen werden sollen, werden auf siebentausend Euro geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, stellt hiermit auf Anfrage der anwesenden Parteien fest, dass diese Niederschrift in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wird. Auf Anfrage derselben erschienenen Parteien ist im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Wortlaut die englische Fassung massgebend.

Erstellt in Luxemburg an dem vorstehend bezeichneten Datum.

Nachdem diese Niederschrift dem Vorsitz der Versammlung verlesen wurde, wurde diese Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Unterzeichnet: C. Denotte, M. Elvinger, M. Pierrat, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 20 octobre 2003, vol. 141S, fol. 3, case 7.— Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2003.

J. Elvinger.

(075488.3/211/284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2003.

ChoppaChoppa, Association sans but lucratif.
Gesellschaftssitz: L-6188 Gonderange, 11, op der Tonn.
H. R. Luxemburg F 272.

STATUTEN

Die nachstehend bezeichneten Personen,

1. Frau Didi Jung, Clown, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 3. April 1965 in Amsterdam, Niederlande;
 2. Herrn André Smits, Bankangestellter, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländischer Staatsbürger, geboren am, 1. September 1962 in Amsterdam, Niederlande;
 3. Frau Dolinda Vergeer, Juristin, wohnhaft in L-6834 Biwer, 15, Hierzebiërg, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 6. Juni 1956 in Den Haag, Niederlande;
 4. Frau Yvonne Berghorst, Sprecherin, wohnhaft in L-6834 Biwer, 15, Hierzebiërg, niederländische Staatsbürgerin geboren am 14. März 1951 in Hengelo, Niederlande;
- sowie alle anderen eventuellen Mitglieder bilden einen Verein mit dem Namen ChoppaChoppa, A.s.b.l. (hiernach der «Verein»). Es handelt sich hierbei um eine association sans but lucratif, aufgrund des Gesetzes vom 21. April 1928 und dessen Veränderungen vom 22. Februar 1984 resp. 4. März 1994 sowie den hier vorliegenden Statuten.

§1 Vereinsname

Der Verein trägt den Namen ChoppaChoppa, A.s.b.l.

§2 Vereinszweck

Der Verein soll in Rahmen der Gesetze im wesentlichen folgende Ziele verfolgen:

1. Der Verein unterstützt weltweit Kinder die Hilfe brauchen um ihr Leben schöner, sauberer, edukativ, einfacher und lustiger zu gestalten.
2. Die Unterhaltung und Betreuung von Kindern weltweit durch humorvolle oder gleichartige Aufführungen.
3. Die Unterhaltung und Betreuung von Kindern durch humorvolle oder gleichartige Aufführungen weltweit für Kinder in Krankenhäusern, Waisenhäusern, SOS-Dörfer usw. in Zusammenarbeit mit den Ärzten und dem Pflegepersonal.
4. Wenn ein Kind ein Traum oder einen Wunsch hat, versucht der Verein diesen Traum oder diesen Wunsch zu verwirklichen.
5. Das weltweite Unterstützen von Kinderhilfsprojekten sowie die direkte Hilfe für Kinder durch das übersenden von Lebensmitteln, medizinischen Mitteln, Spielzeug, Schulmaterial oder sonstigen Hilfsmitteln und Hilfsgütern, oder/und durch den Arbeitseinsatz der Mitglieder und/oder dazu durch den Verwaltungsrat berechnigte Mitglieder oder Personen nicht Mitglied des Vereins sind.
6. Die Knüpfung von Kontakten mit anderen Vereinen oder Organisationen welche die gleichen oder ähnliche Ziele verfolgen.
7. Zur Erfüllung des Vereinszweckes kann der Verein alle mobilen Gegenstände und Immobilien welche der Erfüllung des Vereinszweckes erforderlich oder auch nur nützlich sind erwerben, verkaufen, leihen, verleihen. Des Weiteren kann der Verein Spenden annehmen um diese zur Erfüllung des Vereinszweckes zu gebrauchen und kann alle sonstigen Handlungen, welche direkt oder indirekt in Verbindung mit dem Vereinszweck stehen, vornehmen.

§3 Vereinssitz

Der Vereinssitz ist in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn. Er kann auf Beschluss des Verwaltungsrates auf jeden anderen Ort innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

§4 Dauer und Auflösung des Vereins

1. Die Dauer des Vereins ist unbefristet.
2. Die Auflösung ist nur durch Beschluss der Generalversammlung, welcher, gemäss den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928 gefasst wurde, möglich.

§5 Mitglieder

1. Die Anzahl der Mitglieder ist nicht begrenzt und beträgt mindestens 3 Personen.
2. Der Verein besteht aus:
 - den Gründungsmitgliedern
 - den aktiven Mitgliedern
 - den Ehrenmitgliedern
3. Grundsätzlich kann jede natürliche oder juristische Person, ohne Ansehen seiner Person, seiner Rasse, seiner Herkunft, seiner politischen, religiösen oder Weltanschauung, Mitglied werden.
4. Die Mitgliedschaft wird erworben durch einen Antrag an den Verwaltungsrat, der durch diesen mit einfacher Mehrheit angenommen werden muss, nach Entrichtung des vollen Mitgliedsbeitrages. Die Verweigerung der Mitgliedschaft bedarf keiner Begründung. Der Mitgliedsbeitrag wird dem Antragsteller zurückerstattet.
5. Da der Verein keinen Gewinnzweck verfolgt, müssen die Mitglieder des Vereins ihre Aktivitäten im Verein ebenfalls ohne Gewinnorientierung ausüben. Im gegenteiligen Fall erfolgt der Ausschluss aus dem Verein.
6. Bei ausgeschlossenen Mitgliedern oder bei Mitgliedern, die den Verein zuvor freiwillig verlassen haben, liegt die Entscheidung über eine erneute Mitgliedschaft bei der Generalversammlung.
7. Die Mitgliedschaft endet:
 - a) wenn das Mitglied ein dementsprechendes Schreiben an den Verwaltungsrat richtet.
 - b) bei groben Verstößen gegen die Statuten.
 - c) wenn das Mitglied den «Vereinsfrieden» stört.

d) falls das Mitglied den Mitgliedsbeitrag nicht entsprechend der Satzungen entrichtet, kann der Verwaltungsrat die Mitgliedschaft beenden.

e) im Todesfälle des Mitgliedes.

f) bei der Vereinsauflösung.

g) bei Ausschlüssen.

B. Ehrenmitglieder werden auf Antrag der Gründer durch den Verwaltungsrat gewählt, wobei sie diesbezüglich selber nicht wählen dürfen. Sie gelten bei der diesbezüglichen Wahl als Nichtanwesend. Sie haben die gleichen Rechte wie alle anderen Vereinsmitglieder, sind jedoch von der Beitragspflicht entbunden und werden namhaft als Ehrenmitglieder bei Berichten geführt.

9. Ehrenmitglieder müssen zuvor ordentliche Mitglieder sein. Sie haben das Recht, die Ehrenmitgliedschaft abzulehnen, ohne dadurch irgendwelche Nachteile hervorzurufen.

§6 Generalversammlung

1. Auf Einladung des Präsidenten wird durch den Sekretär mindestens eine alljährliche ordentliche Generalversammlung einberufen. Die schriftliche Einladung durch den Präsidenten welche die Tagesordnung enthält ist mindestens einen Monat vor dem Sitzungstermin unter Bekanntgabe von Ort und Datum den Mitgliedern zuzuleiten. Auf Vorschlag eines Mitgliedes kann ein Zusatzpunkt, der dem Verwaltungsrat schriftlich vorgelegt wurde, in die Tagesordnung aufgenommen werden.

2. Die Generalversammlung hat die weitestgehenden Befugnisse innerhalb der Statuten und des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928. Sie wählt u a. den Verwaltungsrat, bestätigt die Geschäftsordnung. etc.

3. Der Präsident leitet die Generalversammlung. In dessen Abwesenheit leitet der Sekretär die Generalversammlung. In Abwesenheit beider v. g. Personen leitet das älteste anwesende Mitglied die Generalversammlung. Alle v. g. Personen können die Sitzung auf andere Personen übertragen.

4. Die erste ordentliche Generalversammlung findet spätestens zwei Monate nach der Anerkennung der A.s.b.l. statt.

5. Auf Antrag von mindestens einem Fünftel der Vereinsmitglieder hat der Verwaltungsrat unter Angabe der Tagesordnungspunkte eine ausserordentliche Generalversammlung einzuberufen.

6. Ausser in den Fällen, die durch das abgeänderte Gesetz vom 21. April 1928 oder der Satzungen vorgesehen sind, werden die Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder getroffen. Es kann nur über Punkte abgestimmt werden, die in der Tagesordnung festgelegt wurden.

Die Beschlüsse der Generalversammlung werden in einem Register eingetragen, das vom Sekretär sowie vom Präsidenten unterschrieben wird. Der Sekretär bewahrt dieses Register auf und hält es zur Verfügung der Mitglieder.

7. Bei Abstimmungen hat jedes Mitglied eine Stimme.

8. Die stimmberechtigten Mitglieder können sich in den Generalversammlungen durch ein anderes stimmberechtigtes Mitglied anhand einer speziellen Vollmacht vertreten lassen. Ein stimmberechtigtes Mitglied darf nicht mehr als ein weiteres stimmberechtigtes Mitglied vertreten.

§7 Verwaltungsrat

1. Die Generalversammlung bestellt einen Verwaltungsrat. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens 3, höchstens 7 Mitgliedern.

Folgende Posten müssen besetzt sein:

a. Präsident (1 Person)

b. Sekretär (1 Person)

c. Kassenwart (1 Person).

Zuzüglich können noch folgende Posten besetzt sein:

a. Vize-Präsident (1 Person)

b. Beisitzende (3 Personen).

Die Mandatsdauer beträgt drei Jahre. Sollte ein Posten während des Mandats nicht besetzt sein, kann der Verwaltungsrat eine Person seiner Wahl kooptieren. Während der folgenden Generalversammlung muss diese Wahl bestätigt werden. Das Mandat des so gewählten Mitglieds endet mit dem der anderen Mitglieder.

2. Unter Vorbehalt der Befugnisse, die das Gesetz und die vorliegende Satzung der Generalversammlung garantieren, verfügt der Verwaltungsrat über die Befugnisse der Leitung, der Geschäftsführung und der Verwaltung des Vereins.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Vermächtnisse oder Schenkungen im Namen des Vereins anzunehmen.

Der Verwaltungsrat ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist. Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit getroffen. Im Falle der Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrates ausschlaggebend.

3. Der Präsident des Verwaltungsrates wird vom Verwaltungsrat für die Dauer von drei Jahren gewählt.

Eine Wiederwahl ist möglich.

Der Präsident überwacht die Ausführung und Einhaltung der Satzung, der Beschlüsse und der Verträge, die mit Dritten, auf der Grundlage der Satzung, abgeschlossen werden. Er ist Vorsitzender des Verwaltungsrates und beruft diesen ein.

Der Präsident vertritt den Verein gegenüber Dritten. Der Verein wird vertreten und verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift des Präsidenten und eines Mitglieds des Verwaltungsrates sofern die Höhe der Verpflichtung den Wert von EUR 5.000,- nicht übersteigt. In allen anderen Fällen wird der Verein vertreten und verpflichtet vom Verwaltungsrat.

Zahlungsbelege können von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates alleine unterschrieben werden.

Der Verwaltungsrat ernennt einen seiner Mitglieder zum Sekretär, der die Versammlungen des Verwaltungsrates vorbereitet, die Protokolle fasst, die Generalversammlung vorbereitet, usw. Der Sekretär führt ein Sitzungsprotokoll,

welches von mindestens einem weiteren Mitglied unterschrieben werden muss, und stellt dies den anderen Verwaltungsratsmitgliedern in geeigneter Weise zur Verfügung.

Der Verwaltungsrat ernennt darüber hinaus einen Kassenwart, dem die finanzielle Verwaltung des Vereins obliegt. Der Kassenwart ist für die Buchhaltung (Einnahmen und Ausgaben) verantwortlich und erstellt den Jahresabschluss.

4. Der Verwaltungsrat wird so oft wie nötig, mindestens aber viermal pro Jahr, vom Präsident einberufen. Der Präsident entscheidet über Ort und Zeitpunkt. Der Verwaltungsrat kann jederzeit vom Präsidenten, oder auf schriftlichen Antrag eines Drittels der Verwaltungsratsmitglieder einberufen werden. In diesem Fall, wird die Tagesordnung von dem Mitglied des Verwaltungsrates aufgestellt, der die Zusammenkunft veranlasst hat. Die schriftlichen Einladungen und die Tagesordnung zu den Sitzungen des Verwaltungsrates werden den Mitgliedern des Rates vom Präsidenten innerhalb einer Frist von drei Wochen zugeleitet. Bei besonderer Eilbedürftigkeit kann eine Beschlussfassung auch ohne Einberufung einer Sitzung im Wege schriftlicher, telefonischer oder telegrafischer Abstimmung erfolgen, wenn der Präsident des Verwaltungsrates eine solche Beschlussfassung anordnet.

Der Verwaltungsrat muss jedes Jahr der Generalversammlung den Jahresabschluss sowie den Entwurf des Haushaltsplans für das kommende Jahr zur Zustimmung vorlegen.

5. Der Verwaltungsrat muss einstimmig entlastet werden. Ist dies nicht der Fall, so findet eine Einzelabstimmung über alle Verwaltungsratsmitglieder statt. Die Verwaltungsratsmitglieder, die nicht entlastet worden sind, müssen sich einer erneuten Einzelabstimmung unterziehen, wobei eine Diskussion vorangehen muss. Im Falle dass es nicht zu einer Einigung kommt, ist beim dritten Wahlgang eine 75% Majorität ausreichend, um diese Person(en) zu entlasten. Sollten jedoch im nachhinein Schäden die die A.s.b.l. ChoppaChoppa betreffen, durch eben diese Personen/die Person während des vergangenen Geschäftsjahres eingetreten sind, resp. im Falle von Folgeschäden eines oder mehrer Verwaltungsratsmitglieder, welche nicht entlastet wurden, so sind diese Personen für die Schäden haftbar, und zwar in dem Umfang, die die 100% Nichtentlastung begründeten.

§8 Mitgliedsbeitrag

Jedes stimmberechtigte Mitglied zahlt bis spätestens zum 1. April eines jeden Jahres ein Jahresbeitrag von EUR 15,-. Ehrenmitglieder sind von der Zahlung der Jahresbeiträge entbunden.

§9 Vermögen

Das Vermögen des Vereins besteht aus Mitgliedsbeiträgen, Schenkungen, Vermächtnissen, Subventionen und anderen finanziellen Beiträgen, die vom Verwaltungsrat angenommen wurden.

Das Vermögen des Vereins bildet das Vereinskaptal, das gemäss des Vereinszweckes genutzt werden muss.

§10 Änderung der Satzung

Die Satzung kann durch Beschluss der Generalversammlung geändert werden, sofern zwei Drittel der Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Der Beschluss kann nur getroffen werden, wenn der Entwurf der Satzungsänderung den Mitgliedern mindestens zwei Monate vor der Generalversammlung vorgelegt wird und die Generalversammlung mit einer Mehrheit von zwei Dritteln der Stimmen entscheidet.

§11 Auflösung

1. Der Verein kann nur durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden. Die Generalversammlung ist beschlussfähig wenn zwei Drittel der Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Die Auflösung bedarf einer zwei Drittel Mehrheit der Stimmen. Die schriftliche Begründung der Auflösung muss den Mitgliedern mindestens zwei Monate vor der Generalversammlung vorgelegt werden.

2. In diesem Falle bestellt die Versammlung einen Liquidator und bestimmt dessen Befugnisse. Das Vereinskaptal und die Aktiva über die der Verein zum Zeitpunkt seiner Auflösung verfügt, werden an eine oder mehrere Organisationen mit vergleichbaren Zielsetzungen übertragen.

§12 Allgemeine Bestimmungen

1. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jedes Jahres.

2. Alle Fälle, die nicht durch diese Satzung festgelegt sind, werden vom abgeänderten Gesetz vom 21. April 1928 über Vereine ohne Gewinnzweck geregelt.

Sollten Bestimmungen der vorliegenden Satzung ganz oder teilweise nicht rechtswirksam sein, so wird hierdurch die Rechtmässigkeit der übrigen Vorschriften nicht berührt.

3. Diese Satzung und der Verein unterliegen dem Recht des Grossherzogtums Luxemburg.

Gerichtsstand für sämtliche Streitigkeiten, die sich in Bezug auf diese Satzung oder in Bezug auf diese Vereinigung ergeben unterliegen dem Gerichtsstand des Gerichtsbezirks Luxemburg.

§13 Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am 20. November 2003 und endet am 31. Dezember 2003.

Unterzeichnet in Luxemburg, am 20. November 2003 (Weltkindertag) durch die Gründungsmitglieder.

Liste der Gründungsmitglieder

A. Frau Didi Jung, Clown, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 3. April 1965 in Amsterdam, Niederlande;

B. Herrn André Smits, Bankangestellter, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländischer Staatsbürger, geboren am 1. September 1962 in Amsterdam, Niederlande;

C. Frau Dolinda Vergeer, Juristin, wohnhaft in L-6834 Biwer, 15, Hierzebiërg, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 6. Juni 1956 in Den Haag, Niederlande;

D. Frau Yvonne Berghorst, Sprecherin, wohnhaft in L-6834 Biwer, 15, Hierzebiërg, niederländische Staatsbürgerin geboren am 14. März 1951 in Hengelo, Niederlande.

Auszug der ausserordentlichen Generalversammlung

Nach Gründung des Vereins, haben die vorgenannten Gründungsmitglieder einstimmig folgende Personen zu Mitgliedern des Verwaltungsrates bestellt:

1. Frau Didi Jung, Clown, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 3. April 1965 in Amsterdam, Niederlande;
 2. Herrn André Smits, Bankangestellter, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländischer Staatsbürger, geboren am 1. September 1962 in Amsterdam, Niederlande;
 3. Frau Dolinda Vergeer, Juristin, wohnhaft in L-6834 Biwer, 15, Hierzebiërg, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 6. Juni 1956 in Den Haag, Niederlande;
- welche das Mandat annehmen.

Auszug des Sitzungsprotokolls des Verwaltungsrates

Nach der ausserordentlichen Generalversammlung des Vereins durch welche die Verwaltungsratsmitglieder ernannt wurden, haben die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Wird zur Präsidentin für eine Dauer von drei Jahren ernannt Frau Didi Jung, Clown, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 3. April 1965 in Amsterdam, Niederlande;
2. Wird zum Kassenwart für eine Dauer von drei Jahren ernannt Herr André Smits, Bankangestellter, wohnhaft in L-6188 Gonderange, 11, Op der Tonn, niederländischer Staatsbürger, geboren am 1. September 1962 in Amsterdam, Niederlande;
3. Wird zum Sekretär für eine Dauer von drei Jahren ernannt Frau Dolinda Vergeer, Juristin, wohnhaft in L-6834 Biwer, 15, Hierzebiërg, niederländische Staatsbürgerin, geboren am 6. Juni 1956 in Den Haag, Niederlande;

Unterschriften.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2003, réf. LSO-AK05214. – Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(077076.3/250/217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2003.

INSTITUT HERMES S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 34.370.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2003, réf. LSO-AK05486, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Signature.

(077944.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

INSTITUT HERMES S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 34.370.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2003, réf. LSO-AK05487, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Signature.

(077948.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

INSTITUT HERMES S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 34.370.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2003, réf. LSO-AK05488, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Signature.

(077952.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

ITEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2444 Luxembourg, 14, rue des Romains.
R. C. Luxembourg B 28.454.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 novembre 2003, réf. LSO-AK02006, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HLB FISOGEST S.A.

Signature

(075984.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

SOFIFRICO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 4.027.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2003, réf. LSO-AJ05370, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(076099.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

**RIGHT HOLDINGS (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. RIGHT MANAGEMENT CONSULTANTS LUXEMBOURG, S.à r.l.).**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.
R. C. Luxembourg B 86.907.

L'an deux mille trois, le vingt-trois octobre.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société RIGHT MANAGEMENT CONSULTANTS LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, 16, rue de Nassau,

constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger de résidence à Luxembourg-Ville en date du 20 mars 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés C de 2002, page 30.044.

Le capital de la société est de EUR 58.945.000,- (cinquante-huit millions neuf cent quarante-cinq mille euros) représenté par deux millions trois cent cinquante-sept mille huit cents (2.357.800) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Pierre Van Keymeulen, employé privé, 20, Cité Aischdall, L-8480 Eischen.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Pierre Saddi, employé privé, 29, avenue Monterey, Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Jean-Pierre Van Keymeulen, préqualifié.

Les associés présents ou représentés à l'assemblée et le nombre de parts possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les associés présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence ensemble avec les procurations des associés représentés, après avoir été signées ne varietur par les parties et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que l'intégralité du capital social est dûment représenté à la présente assemblée, qui en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour:

1) Modification de la dénomination sociale de la société de RIGHT MANAGEMENT CONSULTANTS LUXEMBOURG, S.à r.l. en RIGHT HOLDINGS LUXEMBOURG, S.à r.l., et modification subséquente de l'article 4 des statuts, version anglaise et française, qui aura dorénavant la teneur suivante:

Version anglaise:

Art. 4. The Company will have the name RIGHT HOLDINGS LUXEMBOURG, S.à r.l.

Version française:

Art. 4. La Société a comme dénomination RIGHT HOLDINGS LUXEMBOURG, S.à r.l.

2) Acceptation de la démission en tant que gérant de RIGHT ASSOCIATES LICENSE INC. et nomination de RIGHT LICENCE HOLDING INC., (DELAWARE) en son remplacement comme gérant.

3) Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée des associés décide de modifier la dénomination sociale de la société de RIGHT MANAGEMENT CONSULTANTS LUXEMBOURG, S.à r.l. en RIGHT HOLDINGS (LUXEMBOURG), S.à r.l., et modifie en conséquence l'article 4 des statuts, versions anglaise et française, qui aura dorénavant la nouvelle teneur suivante:

Version anglaise:

Art. 4. The Company will have the name RIGHT HOLDINGS (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Version française:

Art. 4. La Société a comme dénomination RIGHT HOLDINGS (LUXEMBOURG), S.à r.l.

Deuxième résolution

L'assemblée des associés décide d'accepter la démission en tant que gérant de RIGHT ASSOCIATES LICENSE INC. et de nommer en son remplacement comme gérant RIGHT LICENSE HOLDING INC. (DELAWARE), avec l'adresse 1013 Centre Road, Wilmington, Delaware 19805 (Country of New Castle).

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: J.P. Van Keymeulen, J.P. Saddi, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 30 octobre 2003, vol. 141S, fol. 5, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2003.

J. Delvaux.

(077978.3/208/68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

NUCLEO SPORT LISBOA E BENFICA DE LUXEMBOURG, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg F276.

—
STATUTS

1. Art. 1^{er}. Nom et siège. 1.1.1. Le 25 octobre 2003 a été fondée à Luxembourg à Weimeskirch une association sportive sous le nom de: NUCLEO SPORT LISBOA E BENFICA DE LUXEMBOURG, A.s.b.l.

1.1.2. Siège. L'association sportive tient son siège à Luxembourg.

1.2. Art. 2. Objectifs de l'association sportive.

1.2.1. Objectifs. L'association sportive tient pour objectifs, exercer, toutes les formes de sport.

1.3. Art. 3. Membres.

1.3.1. Membres. L'association sportive est formée pour:

- a) membres actifs
- b) membres inactifs
- c) membres d'honneur

1.3.2. Membres inactifs. Une assemblée Générale pourra être réalisée selon nécessité et la décision de la masse associative. Pour que ça soit juste la demande doit être faite pour plus de dix associés.

La décision, positive ou négative, pour le point de désaccord doit être faite le jour même de l'Assemblée Générale. Ne pourra avoir lieu une autre réunion ultérieure, avec le même ordre du jour.

1.4. Art. 4. Admission.

1.4.1. Associés. Chaque personne pourra être membre inactif. Le groupe actif est formé pour les personnes portugaises.

Pour l'admission d'un mineur, l'autorisation écrite de l'un des parents doit être présente.

1.4.2. Directeurs. Tout membre de la Direction et aussi de l'Assemblée Générale doit être associé du NUCLEO S.L.B. au moins plus d'une année avant de prendre possession de ses fonctions.

1.5. Art. 5. Collectas.

1.5.1. Cotisations.

- a) La cotisation annuelle sera fixée pour la Commission.
- b) Les cotisations des associés vont être encaissés à partir du premier de janvier jusqu'au 31 de mars, inclus.
- c) Toute inscription d'associé doit être affixée dans le placard pour une période minimum de deux semaines. La carte d'associé sera rendue passé ses quinze jours, la cotisation doit être encaissée dès que la carte soit rendue.

1.6. Art. 6. Administration.

1.6.1. Commission. L'association sportive sera administrée pour la Commission. La Commission est composée pour 11 membres:

- un président (Armindo Alberto da Costa Oliveira)
- un vice-président (Luis Miguel Mendes Cação)
- un secrétaire (Antonio José de Oliveira Martins)
- un trésorier (Luis Miguel Gomes da Rocha)
- membres directeurs (avec poste à distribuer)

1.6.2. Assemblée. Une Assemblée Générale composée pour:

- un président
- un vice-président
- un secrétaire
- un trésorier
- membres directeurs

1.7. Art. 7. Période d'élections.

1.7.1. Période. Les membres de la commission sont élus pour une période de 2 ans, pour l'Assemblée Générale, qui aura lieu en juin de chaque année.

La Commission va se charger de la distribution des postes des membres entre eux.

1.8. Art. 8. Inspecteurs.

1.8.1. Inspecteurs. Les 2 inspecteurs de caisse seront élus pour l'Assemblée Générale. Ils ont le droit et le pouvoir à tout instant de contrôler la caisse et l'équipement du NUCLEO S.L.B. Ces 2 inspecteurs ne seront pas membres de la commission.

1.9. Art. 9. Élection.

1.9.1. Candidatures. Tout associé pourra présenter sa candidature à la présidence si:

- il a vingt et un ans accomplis,
- il est associé depuis un an minimum,
- il n'est pas membre directif (excepté le président du NUCLEO),
- il n'est pas inscrit dans une autre collectivité qui exerce des activités identiques à celle du NUCLEO SPORT LISBOA ET BENFICA DU LUXEMBURG),
- les membres actifs présents dans la Direction seront obligés de se licencier pour pouvoir présenter leur candidature.

Dans le cas d'égalité entre deux candidats dans le jour d'élection à la Présidence, la procédure sera la suivante:

- seront choisis 5 associés (des plus vieux)
- aura nouveau vote entre ces associés
- ne sera permis vote nul
- le candidat qui aura plus de votes, sera désigné nouveau Président du NUCLEO S.L.B.

1.10. Art. 10. Les pouvoirs des administrateurs.

1.10.1. Les pouvoirs des administrateurs. Seulement le Président de la Commission aura le droit de signer seul, aucun document sera valide sans la signature de lui-même.

1.11. Art. 11. Entrée en vigueur.

1.11.1 Entrée en vigueur. Les présentes règles entrent en vigueur après l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 octobre 2003.

*Divers***1. Art. 1. Exceptions.**

1.1. Exceptions. Toutes règles qui ne sont pas établies dans le présent statut seront établies par la Commission.

1.2. Fin d'activités. Au moment où il y aura moins de 5 membres, le NUCLEO S.L.B. doit donner pour terminer ces activités.

1.3. Exclusions. Tout membre exclu, peu importe la raison, n'aura plus de droits vis-à-vis du NUCLEO S.L.B.

Après 3 lettres d'avertissement, le membre avisé, sera exclu définitivement.

Signature / Signature

Le Président / Le Secrétaire

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2003, réf. LSO-AK06397. – Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(078227.3/000/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

DE INVESTMENT GROUP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Registered office: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R. C. Luxembourg B 97.015.

STATUTES

In the year two thousand and three, on the fourteenth of November.

Before Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

DURMAN ESQUIVEL S.A., R.C. 3-101-006779-37, with registered office at Calle Blancos de Goicoechea, San José de cinco esquinas de Tibas 800 metros al este San José, Republic of Costa Rica,

here represented by Mr Matthijs Bogers, companies director, with professional address at 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg,

by virtue of a proxy given on November 10, 2003

Said proxy after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

This appearing party, through its mandatory, intends to incorporate a one-man limited liability company (société à responsabilité limitée unipersonnelle), the Articles of which it has established as follows:

Title I.- Form - Object - Name - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée unipersonnelle which will be governed by actual laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, of September 18th, 1933 on «sociétés à responsabilité limitée» and their modifying laws in particular that of December 28th, 1992 relating to the société à responsabilité limitée unipersonnelle, and the present Articles of Incorporation.

At any moment, the member may join with one or more joint members and, in the same way, the following members may adopt the appropriate measures to restore the unipersonnel character of the Company.

Art. 2. The object of the Company is the holding of participations, in any form, in other Luxembourg or foreign companies, as well as the management, the control and the development of such participations.

The Company may in particular acquire by way of contribution, subscription, sale, or by option to purchase and any other way whatever of immovables and stocks of any kind and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may also acquire and develop any patents and other rights attached thereto or likely to complete them.

The Company may borrow and grant to the companies, in which it has participating interests, as well as to third parties, any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also carry out any real estate property, personal, commercial, industrial and financial transactions which are necessary or useful in the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The company is incorporated under the name of DE INVESTMENT GROUP, S.à r.l.

Art. 4. The Company has its Head Office in the City of Luxembourg.

The Head Office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. The Company is constituted for an undetermined period.

Title II.- Capital - Shares

Art. 6. The Company's capital is set at twelve thousand five hundred euro (€ 12,500.-), represented by five hundred (500) shares having a par value of twenty-five euro (€ 25.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 7. The shares held by the sole member are freely transferable among living persons and by way of inheritance or in case of liquidation of joint estate of husband and wife.

In case of more members, the shares are freely transferable among members. In the same case they are transferable to non-members only with the prior approval of the members representing at least three quarters of the capital. In the same case the shares shall be transferable because of death to non-members only with the prior approval of the owners of shares representing at least three quarters of the rights owned by the survivors.

In case of a transfer in accordance with the provisions of Article 189 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, the value of a share is based on the last three balance sheets of the Company.

Title III.- Management

Art. 8. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of managers A and B. The manager(s) need not to be members. The managers may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

Subject to the compliance of the Company's articles and to the powers expressly reserved by the Law to the general meetings of members, the Company will be validly committed towards third parties by the sole signature of a manager A or manager B.

However, managers B under sole signature, or acting jointly in case of plurality of managers B, cannot carry out the following transactions nor take the following decisions without the prior consent of the manager A:

- Granting by the Company of any kind of guarantee such as in particular a pledge of real or personal property, a lien, a bond, or a mortgage, etc, to any third party,
- Recourse to loans or other means of funding,
- Acquisition or sale of assets,
- Investments for amounts in excess of 100,000.- euro (EUR one hundred thousand).

For all other transactions, the sole signature of anyone of the managers A or B will validly bind the Company. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers in both A and B classes present or represented.

Title IV.- Decisions of the sole member, Collective decisions of the members

Art. 9. The sole member exercises the powers devolved to the meeting of members by the dispositions of section XII of the law of August 10th, 1915 on sociétés à responsabilité limitée.

As a consequence thereof the sole member takes all decisions which exceed the powers of the managers.

In case of more members the decisions which exceed the powers of the managers shall be taken by the meeting.

Title V.- Financial year - Balance sheet - Distributions

Art. 10. The Company's financial year runs from the first of January of each year to the thirty-first of December of the same year.

Art. 11. Each year, as of the thirty-first of December, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Interim dividends may be distributed in compliance with the legal provisions.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The excess is attributed to the sole member or distributed among the members. However, the sole member or, as the case may be, the meeting of members may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Title VI.- Dissolution

Art. 12. The Company is not dissolved by the death, the bankruptcy, the interdiction or the financial failure of a member.

In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by the manager or managers in office or failing them by one or more liquidators appointed by the sole member or by the general meeting of members. The liquidator or liquidators will be vested with the broadest powers for the realization of the assets and the payment of debts.

The assets after deduction of the liabilities will be attributed to the sole member or, as the case may be, distributed to the members proportionally to the shares they hold.

Title VII.- General provisions

Art. 13. For all matters not provided for in the present Articles of Incorporation, the members refer to the existing laws.

Subscription and payment

All the shares have been subscribed by DURMAN ESQUIVEL S.A., prenamed.

All the shares have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred (12,500.-) euro is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly bears witness to it.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on 31st of December 2003.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand nine hundred (1,900.-) euro.

Resolutions

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member, representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions:

1) Are appointed managers of the Company for an indefinite period:

a) Manager of class «A»:

- Mr Francis Durman Esquivel, mechanical engineer, born on July 14, 1959 in Costa Rica, residing at San Rafael de Alajuela 800 metros oeste del Balneario de Ojo de Agua San José, Republic of Costa Rica.

b) Managers of class «B»:

- EUROLEX MANAGEMENT S.A., RC Luxembourg B 40.722, a company with its registered office at 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, and

- Mr Matthijs Bogers, director of companies, born on November 11, 1966 in Amsterdam, The Netherlands, with professional address at 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

In faith of which We, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg City, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated into the language of the proxyholder of the appearing party, said proxy-holder signed together with Us the notary the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le quatorze novembre.

Par-devant Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

DURMAN ESQUIVEL S.A., R.C. 3-101-006779-37, avec siège social à Calle Blancos de Goicoechea, San José de cinco esquinas de Tibas 800 metros al este San José, République de Costa Rica,

ici représentée par Monsieur Matthijs Bogers, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 novembre 2003.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a déclaré vouloir constituer une société à responsabilité limitée unipersonnelle dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}. - Forme juridique - Objet - Dénomination - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs co-associés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct, et à des tiers, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 3. La Société prend la dénomination de DE INVESTMENT GROUP, S.à r.l.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital - Parts

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) euros (EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq (25,-) euros (EUR) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Chaque action donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la société en proportion directe au nombre des actions existantes.

Art. 7. Les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement transmissibles entre vifs et par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés

que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Titre III.- Gérance

Art. 8. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance composé de gérants A et B. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Sous réserve du respect des statuts de la Société et des pouvoirs conférés par la loi aux assemblées des associés, la Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle d'un gérant A ou d'un gérant B

Cependant, les gérants B par leur signature individuelle, ou agissant conjointement en cas de pluralité de gérants B, ne pourront effectuer les transactions suivantes ni prendre les décisions qui suivent, sans l'accord préalable du gérant A:

- Octroi par la Société de garanties quelconques telles que notamment nantissement, gage, caution, hypothèque, etc. au profit de tiers,

- Recours à des prêts ou à tous autres moyens de financement,

- Acquisition ou vente d'actifs,

- Investissements pour des montants supérieurs à 100.000,- euros (EUR cent mille).

Pour toutes autres transactions, la signature individuelle d'un gérant A ou d'un gérant B engagera valablement la Société. Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants dans les deux classes A et B présents ou représentés.

Titre IV.- Décisions de l'associé unique, Décisions collectives d'associés

Art. 9. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Titre V.- Année sociale - Bilan - Répartitions

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 11. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Le solde du compte de profits et pertes, après déduction des dépenses, frais, amortissements, charges et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués suivant les dispositions légales.

Chaque année, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fonds de réserve légale a atteint le dixième du capital émis mais doit reprendre jusqu'à ce que le fonds de réserve soit entièrement reconstitué lorsque, à tout moment et pour n'importe quelle raison, ce fonds a été entamé.

Le surplus du bénéfice net est attribué à l'associé unique ou, selon le cas, réparti entre les associés. Toutefois, l'associé unique, ou, selon le cas, l'assemblée des associés à la majorité fixée par les lois afférentes, pourra décider que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou être versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Titre VI.- Dissolution

Art. 12. La Société n'est pas dissoute par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Titre VII.- Dispositions générales

Art. 13. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été toutes souscrites par DURMAN ESQUIVEL S.A., préqualifiée.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents (12.500,-) euros est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2003.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille neuf cents (1.900,-) euros.

Résolutions

Et à l'instant l'associé unique, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1) Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a) Gérant de catégorie «A»:

- Monsieur Francis Durman Esquivel, «mechanical engineer», né le 14 juillet 1959 à Costa Rica, demeurant à San Rafael de Alajuela 800 metros oeste del Balneario de Ojo de Agua San José, République de Costa Rica.

b) Gérants de catégorie «B»:

- EUROLEX MANAGEMENT S.A., RC Luxembourg B 40.722, une société avec siège social au 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, et

- Monsieur Matthijs Bogers, administrateur de sociétés, né le 24 novembre 1966 à Amsterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 14, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est établi au 3, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête de la même comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: M. Bogers, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2003, vol. 141S, fol. 38, case 12. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2003.

A. Schwachtgen.

(078682.3/230/276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2003.

FLATINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R. C. Luxembourg B 97.025.

—
STATUTS

L'an deux mille trois, le dix-sept novembre.

Par-devant Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1. GRETNA OVERSEAS CORPORATED, établie et ayant son siège social à VanderpoolPlaza, 2nd Floor, Wickhams Cay I, Roadtown, Tortola, British Virgin Islands représentée par la société CD-GEST, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, elle-même représentée par Maître Bernard Felten, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivrée à Luxembourg, le

2. SHAINA INTERNATIONAL Ltd, avec siège social à VanderpoolPlaza, 2nd Floor, Wickhams Cay I, Roadtown, Tortola, British Virgin Islands représentée par la société CD-GEST, S.à r.l., avec siège social à Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, elle-même représentée par Maître Bernard Felten, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivrée à Luxembourg.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FLATINVEST S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre

manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement.

Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêt, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres ou brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à trois cent cinquante mille euros (350.000,- EUR) représenté par trois mille cinq cent (3.500) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR).

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut-être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Exceptionnellement le premier administrateur-délégué sera nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 10. La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et/ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de juin à 10 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2004.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2005.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. La société GRETNA OVERSEAS CORPORATED	
mille sept cent cinquante actions	1.750
2. La société SHAINA INTERNATIONAL Ltd	
mille sept cent cinquante actions	1.750
Total: trois mille cinq cent actions	3.500

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trois cent cinquante mille euros (350.000,- EUR) se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à 5.500,- EUR (cinq mille cinq cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Bernard Felten, avocat, né à Schaerbeek (Belgique), le 18 septembre 1964, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 2, rue Jean-Pierre Brasseur,
 - La société CD GEST, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro B 65174,
 - Monsieur Frédéric Collot, comptable, né à Arlon (Belgique), le 2 juillet 1974, demeurant professionnellement à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
- 3.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:
 - La société CD-SERVICES S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro B 50564,
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille neuf.
- 5.- Le siège social est fixé à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en têtes des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue d'eux connue aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: B. Felten, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2003, vol. 141S, fol. 43, case 5. – Reçu 3.500 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Senningerberg, le 28 novembre 2003. Signature.

(078729.3/202/146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2003.

LUXEMBURG CONSULTING GROUP A.G., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

H. R. Luxemburg B 54.253.

—
*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung
 vom 4. April 2003, abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.) Die Demission von Herrn Rudolf Willems als Verwaltungsrat der Gesellschaft wird akzeptiert; ihm wird volle Entlastung erteilt.
- 2.) Die Gesellschaft stellt keinen Antrag auf Eintragung als Mitglied des Ordre des Experts-Comptables in Luxembourg.
- 3.) Die Gesellschaft nimmt den Antrag auf Erteilung einer Handelsermächtigung beim Mittelstandsministerium in Luxemburg zurück.

Luxembourg, 4. April 2003.

Die Versammlung

W. O. Voegelé

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2003, réf. LSO-AF01795. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076182.2//20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

LUXEMBURG CONSULTING GROUP A.G., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1840 Luxemburg, 11A, boulevard Joseph II.

H. R. Luxemburg B 54.253.

—
*Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung
 vom 19. September 2003, 10.00 Uhr abgehalten am Gesellschaftssitz*

Die Versammlung hat in der vorgenannten Sitzung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

1. Herr Wolfram Vögele und Herr Thomas Quast werden als Verwaltungsräte abberufen. Ihnen wird volle Entlastung erteilt.
2. Zu neuen Verwaltungsräten der Gesellschaft werden gewählt:
 1. Herr Ömer Bekir, Kaufmann, Istanbul
 2. Frau Sandra Vasquez, Kauffrau, Bahamas
 3. Herr Sergey Dzasokhov, Kaufmann, Moskau
 Die Mandate entfallen nach der Beendigung der Ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.
3. Herr Alfons Lessel-Marschall wird als Kommissar der Gesellschaft abberufen, ihm wird volle Entlastung erteilt.
4. Zum neuen Kommissar wird die UVIS S.A., British Virgin Islands ernannt. Das Mandat entfällt nach der Beendigung der Ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2009.
5. Der Sitz der Gesellschaft wird verlegt von 11A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxemburg nach 3, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxemburg.
6. Herrn Rechtsanwalt Wolfram Voegelé wird uneingeschränkte Bankprokura erteilt. Die Bankprokura ist gültig bis zum 31. Dezember 2003.

Luxembourg, 19. September 2003.

Die Versammlung

W. O. Voegelé

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2003, réf. LSO-AK04172. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076179.3/000/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

MERE NATURE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 20.198.

—
 Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2003, réf. LSO-AK04848, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(078388.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

MERLO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 19.235.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 22 octobre 2003, réf. LSO-AJ05406, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A.

Signature

(076125.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

**ROLLINGER WICKRANGE, Société à responsabilité limitée,
(anc. TOITURES GUY ROLLINGER).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 46.292.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04600, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ROLLINGER WICKRANGE, S.à r.l.

Signature

(076132.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

FANFARE ST. CECILE EVERLANGE, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-8715 Everlange, 5, rue du Pont.
R. C. Diekirch F 274.

STATUTS

Entre les soussignés:

Jos Schmit, fonctionnaire d'Etat, 3, rue de la Halte, L-8715 Everlange;
Marianne Heitz-Kugener, fonctionnaire d'Etat, 2, a Laichent, L-8715 Everlange;
Jean Heynen, employé privé, 23, an der Gewaan, L-8620 Schandel;
Jeanny Schroeder, indépendante, 13B, rue de Schandel, L-8715 Everlange;
Emile Elsen, 3, employé privé, Duerfstrooss, L-8620 Schandel;
René Everad, ouvrier, 1C, rue Hiehl, L-8715 Everlange;
Tania Perrad, fonctionnaire d'Etat, 1 A, Enneschte Wee, L-7721 Colmar/Berg;
Josiane Schaaf-Schmitz, employée privée, 14, Viichtenstrooss, L-8620 Schandel;
Raoul Schaaf, employé privé, 14, Viichtenstrooss, L-8620 Schandel;

et tous ceux qui sont membres de la fanfare de Everlange ou qui seront ultérieurement admis, il a été créé une association sans but lucratif, régie par les présents statuts et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif. (ci-après loi du 21 avril 1928).

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination FANFARE ST. CECILE EVERLANGE, Association sans but lucratif. Son siège est fixé à Everlange et sa durée est illimitée.

Art. 2. L'association a pour objet de développer et de promouvoir la pratique musicale et la formation musicale, ainsi que par extension, toutes activités qui se rapportent à la vie musicale et socioculturelle.

Art. 3. L'association se compose des musiciens, directeurs, membres du conseil d'administration, porte-drapeau, archivistes et toutes autres personnes s'intéressant d'une manière active aux activités de l'association. Le nombre des membres est illimité sans pouvoir être inférieur à cinq.

Art. 4. Les personnes qui désirent devenir membre de l'association présentent une demande d'admission à un des membres du conseil d'administration. Les membres du conseil d'administration statuent sur le bien-fondé de cette demande. Ces personnes doivent respecter strictement les statuts ainsi que le règlement interne de l'association.

Art. 5. Les membres versent à l'association une cotisation annuelle qui est fixée chaque année par l'assemblée générale.

Art. 6. La qualité de membre se perd:

- a) par démission volontaire;
- b) en cas de non-paiement de la cotisation, trois mois après sommation de paiement dûment notifiée par lettre recommandée;
- c) par exclusion: elle ne peut avoir lieu que si les agissements du membre en question portent préjudice aux intérêts de l'association, ou si le membre ne se conforme pas aux statuts et aux règlements pris en exécution des statuts, ni aux décisions prises par le conseil d'administration, ni aux résolutions adoptées par l'assemblée générale. L'assemblée générale décide de l'exclusion à la majorité des deux tiers des voix des membres présents. Le membre démissionnaire ou exclu n'a aucun droit sur le fond social et ne peut réclamer le remboursement des cotisations.

Art. 7. Les membres actifs musiciens et membres actifs non musiciens forment l'assemblée générale. Le président, assisté par les administrateurs, préside l'assemblée générale. Lors d'un vote, secret ou à mainlevée, chaque membre présent dispose d'une seule voix.

Art. 8. L'assemblée générale a pour mission d'apporter des modifications aux statuts, d'arrêter les règlements à prendre en exécution des statuts, de nommer et de révoquer les membres du conseil d'administration et les vérificateurs des comptes. L'assemblée générale approuve les rapports annuels, elle fixe le montant de la cotisation annuelle à charge des membres, elle arrête le budget des recettes et des dépenses proposé par le conseil d'administration. L'assemblée générale arrête le programme d'activités de l'association proposé par les membres du conseil d'administration, l'assemblée générale a le droit de discuter des propositions présentées par les membres, de décider de l'exclusion des membres et de décider le cas échéant de la dissolution de l'association.

Art. 9. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année dans les trois mois de la clôture de l'exercice. Le conseil d'administration en fixe le lieu et la date. Il peut convoquer une assemblée générale extraordinaire chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. Une assemblée générale doit être convoquée si un tiers des membres actifs musiciens et non musiciens en fait la demande.

Art. 10. Les convocations contiendront l'ordre du jour tel qu'il est fixé par le conseil d'administration et se feront par simple lettre au moins huit jours à l'avance. Toute proposition signée par un cinquième des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour.

Art. 11. L'assemblée est valablement constituée si le nombre des membres présents excède la moitié des membres actifs musiciens et non musiciens, à l'exception des cas prévus par la loi et/ou les présents statuts. L'assemblée décide par vote secret ou à main levée. Le vote est secret lorsque des personnes y sont impliquées ou lorsque trois membres présents en font la demande. Les décisions sont prises à la majorité des voix, à l'exception des cas prévus par la loi et/ou les présents statuts.

Art. 12. Les décisions de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal, conservé par le secrétaire au siège social où tous les membres et les tiers peuvent en prendre connaissance.

Art. 13. Les modifications aux statuts se font conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1928.

Art. 14. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de cinq membres majeurs au moins et de onze membres majeurs au plus, élus par l'assemblée générale à la majorité des voix des membres actifs musiciens et des membres actifs non musiciens présents pour une durée de deux ans. Les administrateurs sont rééligibles et toujours révocables. Sauf cas de force majeure, le renouvellement du conseil d'administration se fait de manière partielle par groupe de quatre administrateurs maximum à l'issue de leur mandat.

Plus de la moitié du conseil d'administration doit être composé de membres actifs musiciens. En cas de vacance, le conseil d'administration, à la majorité des voix, pourvoit provisoirement au remplacement des administrateurs. Les pouvoirs des administrateurs ainsi cooptés, prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat de l'administrateur remplacé.

Art. 15. Le conseil d'administration choisit en son sein, après les élections, le président, le ou les vice-présidents, le secrétaire et le trésorier.

Art. 16. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige, mais au moins une fois par trimestre. Il ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres est présente. Aucun administrateur ne peut se faire représenter.

Art. 17. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires. Tout ce qui n'est pas réservé expressément à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts, est de la compétence du conseil d'administration.

Il prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix lors d'un vote du conseil, la voix du président ou de son délégué est prépondérante. Le conseil peut déléguer, sous sa responsabilité, ses pouvoirs pour des affaires déterminées à un ou plusieurs mandataires de son choix.

Art. 18. A l'égard des tiers, l'association est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs. Dans le cas de paiements par chèque, virement bancaire, ordre permanent, retrait de fonds, ou par tout autre moyen, la signature du trésorier ou, en cas d'empêchement, de deux membres délégués du conseil d'administration est requise. Pour les quittances la seule signature d'un des administrateurs est suffisante.

Art. 19. Le conseil d'administration peut élaborer un règlement interne régissant le fonctionnement interne de l'orchestre, la participation des membres aux répétitions et manifestations de l'association et l'attribution et le retrait d'un instrument ou de tout bien appartenant à l'association, en collaboration avec le directeur.

Art. 20. Les comptes sont tenus par le trésorier qui est chargé de la gestion financière de l'association, de la comptabilisation des recettes et des dépenses et de l'établissement du décompte annuel à la clôture de l'exercice qui est fixée au 31 décembre ainsi que du budget prévisionnel de l'exercice à venir. La gestion du trésorier est contrôlée par au moins deux vérificateurs des comptes majeurs qui ne font pas partie du conseil d'administration et qui sont désignés chaque année par l'assemblée générale.

Art. 21. Le conseil d'administration peut accorder à des personnes et des institutions, qui par des dons annuels tiennent à soutenir l'association dans ses activités, le titre honorifique de «membre donateur». De même peut-il conférer le titre de «membre honoraire» à des personnes qui ont rendu des services ou fait des dons particuliers à l'association. Ces titres honorifiques ne donnent pas naissance à des droits au sein de l'association.

Art. 22. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 23. En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale détermine la destination des biens sociaux, en leur assignant une affectation se rapprochant autant que possible de l'objet en vue duquel l'association avait été créée.

Art. 24. Tous les cas non visés par les présents statuts sont régis par la loi du 21 avril 1928.

Schandel, le 20 août 2003.

J. Schmit / E. Elsen / M. Heitz-Kugener / R. Everad / J. Heynen

T. Perrad / J. Schroeder / J. Schaaf-Schmitz / R. Schaaf

Membres fondateurs

Enregistré à Diekirch, le 26 septembre 2003, réf. DSO-AI00191. – Reçu 397 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(903018.4/000/112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 27 novembre 2003.

MC MARSHAL & CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8824 Perlé, 43, rue de la Poste.

R. C. Luxembourg B 71.619.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2003, réf. LSO-AK03144, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MC MARSHAL & CO S.A.

Signature

(077759.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

MC MARSHAL & CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8824 Perlé, 43, rue de la Poste.

R. C. Luxembourg B 71.619.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2003, réf. LSO-AK03141, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MC MARSHAL & CO S.A.

Signature

(077755.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

MC MARSHAL & CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8824 Perlé, 43, rue de la Poste.

R. C. Luxembourg B 71.619.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2003, réf. LSO-AK03145, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MC MARSHAL & CO S.A.

Signature

(077763.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

MC MARSHAL & CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8824 Perlé, 43, rue de la Poste.

R. C. Luxembourg B 71.619.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 14 novembre 2003, réf. LSO-AK03148, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MC MARSHAL & CO S.A.

Signature

(077767.3//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

GRANDECRAN, Association sans but lucratif.
Siège social: L-1370 Luxembourg, 16, Val Sainte Croix.
R. C. Luxembourg F 277.

STATUTS

L'an deux mille trois, le quinze octobre.

Ont comparu:

- 1) Monsieur Elvinger Robert, expert comptable, demeurant à 16, Val Sainte Croix, L-1370 Luxembourg
- 2) Madame Elvinger Jacqueline née Gentil, comptable, demeurant à 16, Val Sainte Croix, L-1370 Luxembourg
- 3) Madame Gentil Brigitte, Infirmière diplômée, demeurant 457, rue de Neudorf, L-2222 Luxembourg
- 4) Madame Jelmini Paola, sans état, demeurant à 19, Kriibsebaach, L-6185 Gonderange
- 5) Madame Seligmann Marion née Bernard, sans état, demeurant à 8, rue des Girondins, L-1626 Luxembourg
- 6) Madame Bour Suzanne née Kreutz, Infirmière Cadre, demeurant à 14, route des Futaies, F-57100 Thionville

Lesquels comparants, et tous ceux qui, par l'adhésion, ont déclaré constituer par les présentes une association sans but lucratif régie par les statuts ci-après et par la loi du 21 Avril 1928, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement.

Art. 1^{er}. L'association est dénommée GRANDECRAN.

Art. 2. L'association a pour but la réalisation de séances cinématographiques destinées aux enfants et adultes en milieu hospitalier au Grand-duché de Luxembourg.

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée. L'année sociale est l'année du calendrier. Le siège de l'association est établi à Luxembourg, 16, Val Sainte Croix, et pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-duché de Luxembourg sur décision du conseil d'administration.

Art. 4. L'association pourra constituer en son sein, et sous contrôle du président, des sections pour les activités énoncées à l'article 2.

Art. 5. L'association peut posséder soit en jouissance soit en propriété, tout meuble et immeuble nécessaire ou utile à la réalisation de son objet. Les ressources financières de l'association comprennent:

- a) Les subventions et subsides
- b) Le produit d'activités destinées à promouvoir l'objet de l'association
- c) Les intérêts et produits des fonds placés
- d) Les libéralités et les dons qui lui sont faits.

Titre II. Associés

Art. 6. L'association se compose de membres associés et de membres honoraires.

Le nombre des membres associés est illimité, mais ne peut être inférieur à trois.

Peut adhérer comme membre associé toute personne physique ou morale en accord avec les buts de l'association GRANDECRAN présentant les qualifications nécessaires et parrainée par deux membres du conseil d'administration. Le conseil d'administration se prononce souverainement sur l'admission de nouveaux membres associés.

Le conseil d'administration décide de la nomination de membres d'honneur dans les mêmes conditions de procédure que pour les membres associés.

Art. 7. La qualité de membre se perd:

- a) par le décès
- b) par la démission écrite, adressée au conseil d'administration
- c) par une exclusion pour motif grave prononcée par les deux tiers des membres associés, conformément à l'article 12 de la loi de 1928.

Titre III. Conseil d'Administration

Art. 8. L'association est gérée par un conseil d'administration d'au moins trois membres qui sont désignés par l'assemblée générale. La durée du mandat d'administrateur est de trois ans, les membres sortants étant rééligibles. Le président est élu par l'assemblée générale des associés à la majorité simple des votants. Les autres charges sont réparties au sein du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut s'adjoindre des membres avec voix consultative. Il a le droit de prévoir au remplacement provisoire d'un membre sortant; la décision définitive appartient à la prochaine assemblée générale.

Art. 9. Le conseil d'administration, qui a les pouvoirs les plus étendus que permette la loi, se réunit sur convocation du président, sinon à la requête de deux membres, aussi souvent que les intérêts de l'association l'exigent. Il ne peut délibérer valablement qu'en présence de la moitié des membres. Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix. Le conseil d'administration est engagé par la signature conjointe du président et d'un autre membre administrateur. Sa compétence s'étend à tout ce qui n'est pas réservé par la loi aux assemblées générales. Il convoque celles-ci et en établit l'ordre du jour.

Titre IV. - Assemblée Générale

Art. 10. L'assemblée générale ordinaire représente l'ensemble des membres associés à l'exclusion des membres d'honneur. Elle se réunit annuellement au cours des quatre premiers mois de l'année. Les comparants se réfèrent aux articles 4,5,6,7,8, de la loi du 21 avril 1928 en ce qui concerne le pouvoir et les attributions de l'assemblée générale ainsi que les délibérations.

Titre V. - Modification des statuts

Art. 11. Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire et d'après les modalités prévues aux articles 8 et 20 de la loi du 21 avril 1928.

Titre VI. - Dissolution et Liquidation

Art. 12. En cas de dissolution de l'association, le conseil d'administration sera chargé de la liquidation des biens. Les fonds restants seront versés à une ou à des associations ou institutions poursuivant des buts similaires à ceux énoncés à l'article 2.

Art. 13. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à la compétence de l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts est du domaine du conseil d'administration.

Assemblée générale

Les statuts de l'association étant ainsi établis, les associés ci-dessus se sont ensuite constitués en assemblée générale et à l'unanimité des voix il ont pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés membres du conseil d'administration:

- a) Monsieur Elvinger Robert, prénommé, avec la fonction de Président
- b) Madame Gentil Brigitte, prénommée, avec la fonction de Vice-Présidente,
- c) Madame Bour Suzanne née Kreutz, prénommée, avec la fonction de Secrétaire,
- d) Madame Elvinger Jacqueline née Gentil, prénommée, avec la fonction de Trésorière,
- e) Madame Jelmini Paola, prénommée,
- f) Madame Seligmann Marion née Bernard, prénommée.

2. L'assemblée générale charge le conseil d'administration de la mise en route de l'association et des formalités à accomplir en vue des agréments à obtenir de la part des ministères et administrations concernés.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signatures

Les comparants

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2003, réf. LSO-AJ04223. – Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(078332.3/211/88) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 67.675.

Shareholders - Associés

On 13 December 2000, the 8,373,739 shares held in McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. by EACHAIRN INVESTMENTS B.V., with registered office at 419, Noord Esamrkerrandweg, NL-7533 BL, Enschede, The Netherlands, were transferred to McKechnie INVESTMENTS HOLDINGS, with registered address at Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, United Kingdom.

On 13 December 2000, the 3,808,472 shares held in McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. by BRANDHILL LIMITED, with registered address at Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, United Kingdom, were transferred to McKechnie INVESTMENTS HOLDINGS, with registered address at Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, United Kingdom.

On 5 February 2001, the 12,182,211 shares held in McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. by McKechnie INVESTMENTS HOLDINGS, with registered address at Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, United Kingdom, were transferred to McKechnie AEROSPACE (UK) LIMITED, with registered address at Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, United Kingdom.

The 12,182,211 shares held in McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. by McKechnie AEROSPACE (UK) LIMITED, have been pledged in favour of DEUTSCHE BANK AG LONDON BRANCH, acting as Security Agent, pursuant to a Share Pledge Agreement between McKechnie AEROSPACE (UK) LIMITED, as Pledgor and DEUTSCHE BANK AG LONDON BRANCH as Security Agent, dated 6 February 2001.

At a shareholders meeting of McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. held on 17 November 2000, DEUTSCHE BANK AG LONDON BRANCH, as Security Agent, any affiliated company of the Security Agent as shown (at the time of the enforcement) in the most recent consolidated balance sheet of the Security Agent, any successor or assignee to the Security Agent under the Share Pledge Agreement, and any other purchaser (together the «Purchasers») was approved as new shareholder(s) of McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l., in case the Security Agent or a Purchaser buy, appropriate or acquire or are attributed shares of McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. in any way (including as the result of a public auction).

Suit la traduction française:

Le 13 décembre 2000, les 8.373.739 parts sociales détenues dans McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. par EACHAIRN INVESTMENTS B.V., avec siège social à 419, Noord Esamrkerrandweg, NL-7533 BL, Enschede, Pays Bas, ont été transférées à McKechnie INVESTMENTS HOLDINGS, avec siège social à Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, Royaume Uni.

Le 13 décembre 2000, les 3.808.472 parts sociales détenues dans McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. par BRANDHILL LIMITED, avec siège social à Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, Royaume Uni, ont été transférées à McKechnie INVESTMENTS HOLDINGS, avec siège social à Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, Royaume Uni.

Le 5 février 2001, les 12.182.211 parts sociales détenues dans McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. par McKechnie INVESTMENTS HOLDINGS, avec siège social à Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, Royaume Uni, ont été transférées à McKechnie AEROSPACE (UK) LIMITED, avec siège social à Leighswood Road, Aldridge, Walsall, W59 8D5, Royaume Uni.

Les 12.182.211 parts sociales détenues dans McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. par McKechnie AEROSPACE (UK) LIMITED ont été gagées en faveur de la DEUTSCHE BANK AG LONDON BRANCH, en sa qualité de Security Agent, par un Contrat de gage sur actions (Share Pledge Agreement) entre McKechnie AEROSPACE (UK) LIMITED, en tant que gageur et DEUTSCHE BANK AG LONDON BRANCH en sa qualité de Security Agent, daté du 6 février 2001.

A l'assemblée générale McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. tenue le 17 novembre 2000, DEUTSCHE BANK AG LONDON BRANCH, en sa qualité de Security Agent, toute société affiliée au Security Agent, telle qu'indiquée (au moment de l'exécution du gage) sur le bilan consolidé le plus récent du Security Agentas, tout successeur ou cessionnaire du Security Agent selon le Contrat de gage sur actions, et tout autre acquéreur (ensemble les «Acquéreurs») a été approuvée comme nouvel associé de McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l., au cas où le Security Agent ou un autre Acquéreur achète, s'approprie ou acquiert ou reçoit des parts sociales de McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l. de quelque façon que ce soit (y inclus comme résultat d'une vente publique aux enchères).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 27 novembre 2003.

McKechnie INVESTMENTS, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2003, réf. LSO-AK06789. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(078240.3/250/59) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

DES ALPES CONSTRUCTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 68.874.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 3 janvier 2002

- Sont nommés Administrateurs supplémentaires Monsieur Pierre Mestdagh, employé privé, demeurant au 19, rue Batty Weber, L-5254 Sandweiler et Monsieur Sandro Capuzzo, employé privé, demeurant au 109, rue de Merl, L-2146 Luxembourg. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2004.

Certifié sincère et conforme

DES ALPES CONSTRUCTION S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 18 novembre 2003, réf. LSO-AK04276. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076395.3/795/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

KITWE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 17.547.

Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 mars 2003

Aujourd'hui, le 14 mars 2003 une Assemblée Générale Extraordinaire a eu lieu au siège social de la S.A. KITWE. L'assemblée s'est ouverte à 17.00 heures.

Exposé

Considéré que:

1. tous les actionnaires sont présents.

S.A. QUERCUS INVEST	7.000 actions
---------------------------	---------------

Total:	7.000 actions
--------------	---------------

2. les actionnaires renoncent avec unanimité explicitement aux formalités imposées par la loi concernant la convocation de l'Assemblée Générale et que l'Assemblée Générale peut décider valablement sur tous les points qui sont à l'agenda, vu que toutes les actions sont représentées.

3. l'Assemblée d'aujourd'hui a les points suivants à l'ordre du jour:

- Démission et nomination des administrateurs

Délibérations et décisions

Après délibération les décisions suivantes sont prises:

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide à l'unanimité des voix de démissionner l'actuel conseil de gérance avec décharge.

A l'unanimité, l'Assemblée Générale décide de nommer un nouveau conseil de gérance pour une période de 6 ans:

1. QUERCUS INVEST NV, E. Verheystraat 1/W1 à 8300 Knokke-Heist (Belgique)
2. NEW CASTEL NV, E. Verheystraat 1/41 à 8300 Knokke-Heist (Belgique)
3. DIA BVBA, Leliedreef 17 à 8300 Knokke-Heist (Belgique)

Immédiatement le conseil de gérance se regroupe et désigne comme Administrateur-Délégué: BVBA DIA, Leliedreef 17, 8300 Knokke-Heist.

L'Assemblée donne mandat à l'administrateur-délégué pour faire le nécessaire concernant le devoir de publication des décisions prises.

L'Assemblée se termine à 17.20 heures. Le Procès-Verbal est rédigé, est lu et approuvé ainsi que signé par:

Pour accord

QUERCUS INVEST NV

Les actionnaires

Signature

Pour accord

DIA BVBA / QUERCUS INVEST NV / NEW CASTEL NV

Les Administrateurs

Signature / Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2003, réf. LSO-AK05386. – Reçu 166 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(076386.3/000/42) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

**ROLLINGER BERTRANGE, Société à responsabilité limitée,
(anc. MENUISERIES GUY ROLLINGER).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 46.286.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04598, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.04 BERTRANGE, S.à r.l.

Signature

(076140.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

**I.18 KLECK LORENTZWEILER, Société à responsabilité limitée,
(anc. ECONOMAT).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 4-6, rue des Trois Cantons.
R. C. Luxembourg B 79.747.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04605, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour I.18 KLECK LORENTZWEILER, S.à r.l.

Signature

(076213.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

FERRONNERIE GERARD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 165, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 39.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 6 novembre 2003, réf. LSO-AK01152, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour FERRONNERIE GERARD, S.à r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

(076260.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

QUARRY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 20.388.

—
Le bilan au 30 juin 1999, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04587, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2003.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(076459.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

QUARRY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 20.388.

—
Le bilan au 30 juin 2000, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04589, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2003.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(076461.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

QUARRY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 20.388.

—
Le bilan au 30 juin 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04591, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2003.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(076462.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

QUARRY S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 20.388.

—
Le bilan au 30 juin 2002, enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2003, réf. LSO-AK04593, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 novembre 2003.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(076465.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

SOMBERG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 29.810.

—
Le bilan au 30 juin 2003, enregistré à Luxembourg, le 12 novembre 2003, réf. LSO-AK02508, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 novembre 2003.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(076433.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2003.

HUNTER GROUP HOLDINGS S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 14.893.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2003, réf. LSO-AK05481, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Signature.

(077937.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

HUNTER GROUP HOLDINGS S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 122, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 14.893.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 24 novembre 2003, réf. LSO-AK05483, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Signature.

(077938.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2003.

MILLENUM PUBLICATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 69.647.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2003, réf. LSO-AK04856, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(078391.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

MILLENUM PUBLICATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 69.647.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 20 novembre 2003, réf. LSO-AK04854, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2003.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(078389.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2003.
